
Correspondances Paysannes

HIVER 2026

BULLETIN N°3



ÉDITO

STOP À L'ABATTAGE TOTAL, APPUYONS LES BLOCAGES ! — 4

/

« ALLÔ CHÉRIE, TOUT VA BIEN À LA FERME ? » — 5

Récit d'une journée de blocage contre l'abattage d'un troupeau

EN BAS À GAUCHE — 7

Quelques retours sur la composition des blocages

DOSSIER SPÉCIAL DNC

LA LUTTE PAIE — 10

La résistance basque à l'abattage systématique

1980, CRÉATION DE LA COPAV — 11

Faire des paysans les premiers infirmiers de leur troupeau

/

BASF ASSASSIN À ROUEN — 15

Récit d'action contre BASF

RÉCIT D'ACTION

/

Le nationalisme basque et corse pour donner
de la force au syndicalisme paysan :

INTERNATIONALISME

« A L'INIZIU UNA TERRA » — 18

Cette victoire, c'est celle de nos aînés

FAIRE PAYS CONTRE L'ÉTAT — 20

Le syndicat ELB et la lutte pour l'autonomie paysanne basque

MARIENIA EZ HUNKI! — 22

Ne touchez pas à Marienia !

TÉMOIGNAGE

LE PROCÈS DE L'AGRO-INDUSTRIE — 24

Témoignage issu du procès de 12 militant.es à Lorient

/

UPA COTENTIN — 26

Une première qui en appelle d'autres

ANALYSE

RIEN NE SE PERD, TOUT SE VEND... — 28

Même les droits aux subventions agricoles

LES BRIGADES D'ACTION PAYSANNES DE BELGIQUE — 30

Des chantiers conviviaux pour soutenir l'agriculture paysanne

ON L'A EU ! MERCI MADAME ! — 32

Récit de galère d'une paysanne avec la MSA

RÉÉDITER « LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES » ? — 34

Bernard Lambert: back dans les bacs

COURRIER DES LECTEURS — 36

MOTS-CROISÉS « SPÉCIAL DNC » — 37

CORRESPONDANCES PAYSANNES,

à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques, propose de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysans et de paysannes par des récits d'actions, des analyses et des témoignages, afin de contrer l'offensive culturelle de l'extrême droite et renouer avec la tradition contestataire des radicalités et des autonomies paysannes.

Correspondances Paysannes est animé par des paysans et des paysannes, des jeunes qui projettent de s'installer et des personnes intimement reliées au monde agricole par leurs attaches personnelles et/ou professionnelles. Toutes ont pour point commun d'être fortement investies dans les luttes paysannes sur le terrain.

Correspondances Paysannes est une initiative issue de la coordination agricole des Soulèvements de la Terre. Cette coordination agrège la composante paysanne du mouvement autour d'actions directes contre l'accaparement, en défense de la terre et de la classe paysanne.

Vous pouvez nous envoyer vos propositions de contributions et vos réactions à correspondances-paysannes@systemli.org. Vos témoignages sont précieux pour enrichir la dynamique et alimenter le bulletin. Nous pouvons vous accompagner dans l'écriture si besoin. Vous pouvez également nous écrire pour contribuer à sa diffusion gratuite dans les réseaux paysans et au-delà.



STOP À L'ABATTAGE TOTAL, APPUYONS LES BLOCAGES !

Une fois de plus - un an après le dernier mouvement de fronde agricole - la colère paysanne éclate et les campagnes s'embrasent. Dans un contexte extrêmement tendu d'inquiétudes liées à l'accord UE-Mercosur, de recrudescence de vagues épizootiques et d'aléas climatiques laissant les exploitations exsangues, c'est le choc de l'apparition l'été dernier de la DNC (Dermatose Nodulaire Contagieuse) sur le territoire et d'une politique sanitaire brutale misant tout sur l'éradication par abattage des foyers de la maladie qui a cette fois embrasé la plaine et les montagnes.

Comme toujours, ce gouvernement se raidit avec une arrogance vertigineuse dans la défense d'un protocole inconsistant et inefficace. Nous en sommes aujourd'hui à plusieurs milliers de bêtes abattues, avec des pressions punitives invraisemblables des pouvoirs publics. On ne réagit pas en fonction de la rationalité sanitaire et scientifique, comme on le prétend, mais plutôt en fonction des pressions de différents groupes d'intérêts industriels. L'enjeu principal, pour l'État et la FNSEA, c'est de maintenir des taux de profit pour les filières industrielles exportatrices, en faisant payer le prix aux acteurs les plus faibles. Le reste, c'est de l'affichage, un plan de communication cachant à peine tout le mépris dont il est teinté. Il vise à dissimuler que cette politique d'abattage total n'est pas une arme d'autodéfense sanitaire pour l'élevage, mais une arme du libre-échange débridé et du système de production agro-capitaliste pour maintenir son *business-as-usual*.

SUITE DE L'ÉDITO PAGE 12

« ALLÔ CHÉRIE, TOUT VA BIEN À LA FERME ? »

Face au risque d'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse parmi les bovins français, le gouvernement assume une politique d'abattage des troupeaux. Depuis des semaines, les éleveurs se mobilisent à l'appel de la Coordination Rurale (proche de l'extrême droite) et de la Confédération Paysanne (de gauche). Premier symbole de la lutte, le 12 décembre dernier des centaines de paysans se sont regroupés autour d'une ferme de Mouriscou dans l'Ariège pour s'opposer à l'intervention des forces de l'ordre. Deux éleveuses nous ont transmis ce reportage embarqué. Elles racontent l'ambiance, les bottes de paille enflammées, les lacrymos et les drapeaux français. Un petit air de Gilets jaunes, une étincelle à rejoindre.

On s'en était parlé plusieurs fois, de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), des abattages de troupeaux qui avaient lieu, des mesures absurdes mises en place par l'État pour continuer à exporter les bovins français coûte que coûte tout en essayant d'éradiquer la maladie. On s'en était parlé plusieurs fois dans nos solitudes et nos montagnes respectives, puis tout d'un coup, on y est allées.

Le pick-up roule à toute vitesse en direction de Bordes-sur-Arize. Il est 5h du mat', les vétos sont censés abattre le troupeau à 9h. Dans le pick-up il y a ce qui deviendra notre équipe : un maraîcher, un éleveur bovin, un éleveur-berger ovin, et nous, amies et ouvrières agricoles. Aucun d'eux n'est syndiqué et ça tombe bien, nous non plus.

On s'arrête au point de rendez-vous donné par la Confédération Paysanne à 6h30. Là, on nous explique pourquoi eux ont décidé de ne pas prendre de tracteurs, ça se distingue de la Coordination Rurale sur un mode pacifiste. Plus tard on blaguera, «en vrai à la Conf' ils ont des tracteurs pourris, ils auraient rendu l'âme avant d'arriver là!».

On arrive sur place, un son punko-révolutionnaire à fond dans le pick-up, on le laisse en bas et on entame la montée. La ferme est située sur une butte avec une vue à 360° sur les collines alentour et les Pyrénées enneigées au loin. Il y a quelque

chose du château fort. Il fait nuit noire et il nous faut traverser les barricades déjà installées en amont : des tracteurs attelés de remorques en travers, une tranchée creusée à la pelleteuse dans le bitume et des arbres hâtivement abattus. À la ferme, quelques tonnelles et des feux de camp de-ci de-là nous accueillent. Seulement deux routes mènent à la butte, on fait un tour à la seconde où l'on découvre de nombreuses autres barricades. Au moins 4 points successifs bloqués par les tracteurs. Entre ces points, des bottes de paille et des arbres couchés sur 2 km de long. Les quelques maisons avoisinantes se trouvent prises à partie de la lutte.

Le petit matin éclaire nos dégaines. Autour de nous, majoritairement des hommes, principalement agriculteurs. On fait un peu tache en découvrant les bonnets jaunes de la Coordination Rurale, les treillis militaires et les vestes de chasse, quand d'autres portent le béret, symbole de conservatisme selon les plus punks du pays. Puis quelques dreadeux et d'autres comme nous, un peu schlags. On trouve aussi des bâtons et des houlettes témoignant du territoire pastoral. Il y a des drapeaux de la Coordination Rurale et de la Confédération Paysanne, quelques-uns des Jeunes Agriculteurs, et deux trois drapeaux français qui se courent après. On croise les vestes de la Coordination Rurale bardées des slogans «Mon métier mérite le RESPECT» et puis quatre gars arborant le tee-shirt de la FNSEA «Ma nature, mon futur, l'agriculture» qui, pour une fois, ne font pas les fiers. L'échiquier politique n'est pas ce qui nous relie ici. C'est une critique de la gestion sanitaire et administrative menée par l'État et le mépris paysan (malgré les pratiques très diverses) qui en résulte, ainsi que l'envie de s'y opposer par l'action. Alors peu importe, les gens se parlent, et la matinée passe vite, goûт pastis.

Le blocage est donc à l'appel de la Coordination Rurale, on peut voir les tracteurs flambants neufs qu'ils ont amenés, les barricades montées en amont, les décisions stratégiques ont plutôt été prises par eux. Bien qu'il y ait des codes paysans partagés, on est plutôt déconcertées de se retrouver dans cette foule où l'on pourrait chercher des camarades absents. On apprivoise peu à peu l'environnement, au milieu des visages découverts et enjoués. Il y a beaucoup d'autodérision, ce qui nous permet de blaguer de nos différences avec une bande de jeunes gars céréaliers venus d'Eure-et-Loire. Malgré les codes militants absents, on trouve des molotovs près d'une poubelle, des bidons d'essence circulent de mains en mains,

**“Le soleil se couche avec le vrombissement des drones.
L'hélico tourne au-dessus de nos têtes.
Ils sont là cette fois.”**

des tas de cailloux glanés dans les champs sont préparés derrière les tracteurs et les barricades sont costaudes. Elles nous rappellent celles de la ZAD qu'on n'a jamais vues mais qu'on nous a tant décrises. Un groupe de jeunes bonnets jaunes s'active à en construire d'autres, l'un demande à son présumé supérieur s'ils peuvent « niquer la ligne haute tension, comme ça c'est sûr, on tient au moins trois jours. » Ça couperait l'électricité à cinq logements alors non, pas touche à la ligne, mais ils peuvent abattre plus d'arbres, et le grand peuplier là, oui lui aussi. Nous, on se demande si c'est sensé, on se dit que c'est pas insensé, mais pas très sensible.

C'est qu'ils ont les moyens: des tronçonneuses, des tracteurs, du rouge, des bottes de paille... Ça nous excite un peu de se dire qu'on va tenir de belles barricades le moment venu. Mais le moment tarde, et la rumeur se répand: «ils arrivent». 9h est passée, l'heure de l'abattage annoncé. Mais toujours pas de policiers, pas de véto. Les vaches mangent paisiblement dans l'étable.

Un petit bonhomme à la voix aigüe et au bonnet jaune prend la parole: « Ne paniquez pas » dit-il, l'air complètement paniqué. « Soyons stratégiques et organisés. » La journée est longue et ponctuée de discours. Nos copains du pick-up s'avèrent être du même bord que nous, car nos rires tonnent parfois pendant les silences des discours syndicaux, alors que d'autres nous lancent des regards en coin. On entendra parler « d'agriculture française » comme de « monde paysan » selon les syndicats, d'autres ont un langage plus macroniste « une filière essentielle » diront-ils. Mais ce qui ressort c'est surtout une colère face à la « technocratie », face à l'absurdité des décisions ministérielles, face au non-respect de pratiques paysannes, la défense d'une fierté agricole, et la détermination à agir pour tenir le blocage, pour que l'abattage cesse. La CR, la Conf' et des sans-drapeau prendront la parole ainsi que des « citoyens » plutôt de gauche et non-paysans. Le mode est assez viril et très déterminé. Mais les discours ne sont que quelques maigres paroles, face à cette étrange composition, et à toutes celles et ceux qui sont là sans syndicat.

Dans l'attente, on traîne assis sur des bûches, en se demandant parfois ce qu'on fout là quand on voit un drapeau français bardé d'une croix de Lorraine et d'un slogan FREXIT qui plane au-dessus de nous. On lance alors au mec qui tient le drapeau, assis lui aussi sur le tas de bûches prêtes à cramer: «Ça va Jeanne d'Arc? » et il s'enfuit du bûcher. Ça suffit à nous faire rire!

Une femme prend la parole. Elle ne se présente pas. Elle dit: « On a bien réfléchi, on pense niveau stratégie le mieux c'est que les femmes se mettent en première ligne. » La foule rit. Elle continue: «Et les hommes derrière, ils nous protègent! » Celle-là, on ne l'avait pas vue venir! On joue le jeu cinq minutes en se demandant ce que vaut véritablement cette stratégie. Les CRS tels qu'on les connaît, ils tapent au pif sur une foule de «gauchistes». Mais dans ce contexte-là, seraient-ils vraiment attendris par une première ligne féminine? En dehors du discours, l'une dans un regard complice nous dira: «une fois que j'aurai mis ma capuche on se rendra même pas compte si je suis une femme ou un homme ». Dans un autre discours l'un dira «on nous a demandé si les femmes pouvaient être en première ligne, bien sûr qu'elles peuvent! » une espèce de progressisme paternaliste déconcertant, qui finit, lui aussi, par nous faire marrer. Puis on entend dire, s'identifiant et se distinguant à la fois: « Ils vont pas nous tomber dessus comme sur les zadistes! Ça, c'est sûr! » Et nous on se demande de plus en plus ce qui les différencie des zadistes. La Marseillaise qui ponctue la fin d'un discours nous le rappelle. C'est peut-être la volonté d'une cohésion mais on grince des dents, de si belles barricades et des chants patriotes...

Comment alors, vont-ils nous tomber dessus ?

Un groupe de femmes de tous âges confondus se met en route vers les barricades les plus proches. Elles se tiennent là et attendent. Des hommes nous encouragent joyeusement « Allez les filles ! On compte sur vous ! » La presse relaie l'info, la Dépêche titre « Dermatose nodulaire : les Centaures des gendarmes prêts à prendre d'assaut l'exploitation ariégeoise, les femmes agricultrices en première ligne. » Mais toujours pas de gyrophare à l'horizon.

Le soleil se couche avec le vrombissement des drones. L'hélico tourne au-dessus de nos têtes. Ils sont là cette fois.

... la suite à lire sur le site de lundi matin: <https://lundi.am/Allo-cherie-tout-va-bien-a-la-ferme>

EN BAS À GAUCHE

Quelques retours sur la composition des blocages

La présence des drapeaux jaunes et noirs de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale sur les mêmes blocages à l'hiver 2025 suscite beaucoup de débats, notamment à gauche. Des discours journalistiques parlant de « l'alliance des extrêmes », certains communistes dénigrant le mouvement car les « agriculteurs sont des propriétaires donc tous des ennemis », d'autres affirmant que la Conf' marche main dans la main avec l'extrême droite, des antispécistes appelant àachever l'élevage et affirmant ainsi que la gauche n'a rien à faire sur ces blocages, des « antivax » de tous bords qui hurlent à la manipulation de Big Pharma...

Cet article dépose quelques réflexions provenant de divers échanges avec des agris, confédéré·es ou non, mobilisé·es contre les abattages totaux, et actifs pour un antifascisme populaire et paysan.

ÊTRE PRÉSENT. NE PAS LAISSER L'ESPACE À L'OPPORTUNISME FASCISTE.

De nombreux agriculteurs et agricultrices se sont exprimé·es au sujet des abattages totaux: une destruction brutale de dizaines d'années, voire plusieurs générations de travail, dictée par des lois commerciales internationales et qui ignore les méthodes alternatives. Il n'y a pas de débat pour nous: le complexe agro-industriel, qui administre la vie de l'agriculture avec violence, est l'ennemi ici. Il nous faut être présent.es sur ces blocages pour défendre ces agriculteur·rices exploité·es.

Et si nous ne sommes pas présent.es, d'autres prendront la place.

LA RÉVOLTE MET À BAS LES SÉPARATIONS PRODUITES PAR LA BOURGEOISIE.

La violence du capitalisme néolibéral et le triomphe de la culture individualiste poussent chacune et chacun au renfermement dans des zones de repli. Ces fameuses zones d'homogénéité de vision du monde, dans lesquelles on s'enferme sociologiquement, où l'on cherche de l'entraide, où l'enjeu est avant tout de défendre son groupe socio-économique, où l'ennemi est toujours l'autre. C'est le corporatisme entrepreneurial des JA-FNSEA, l'identitarisme

nationaliste de la CR, l'identitarisme de la vertu de l'agriculture paysanne de la Conf', etc.

Comme pour les gilets jaunes ou pour les manifestations agricoles de janvier 2024, beaucoup sont sortis de leur zone de repli pour se retrouver sur un même rond-point, un même blocage. On se voit pour la première fois. On tente des bribes de conversations.

Est-il vraiment nécessaire de rappeler à nos camarades de gauche que se retrouver sur un blocage avec un.e travailleur.euse syndiqué·e à la CR ou électeur.rice ponctuel.le, ne veut pas dire faire alliance avec la Coordination Rurale et adhérer à ses idées ? Oui, les alliances ouvertes de la classe dirigeante de la CR avec l'extrême droite et son absence de projet politique de transformation radicale du modèle agro-industriel nous permettent d'affirmer que la Coordination Rurale n'est pas à compter parmi nos alliés. Mais de même qu'il y a une lutte des classes dans le monde agricole, il y a une lutte des classes au sein de la Coordination Rurale. Sur ces blocages se sont retrouvé·es des travailleur.euses exploité·es pour défendre d'autres travailleur·euses exploité·es. C'est ce que nous regardons avant tout. Mais nous ne nous arrêtons pas là, car ce serait tomber dans le piège inverse: celui où l'appartenance à une classe exploitée excuserait tout.

La lecture que nous apportons au débat est donc une attention aux conditions matérielles de travail et de vie avant les étiquettes identitaires qui sont bien commodes à la bourgeoisie pour masquer les rapports de classes.

LES RÉVOLTES POPULAIRES NE SONT PAS PURES IDÉOLOGIQUEMENT ET NE LE SERONT JAMAIS.

Les échanges frottent. Pour sûr. Et tant mieux. Car ce n'est pas depuis notre entre-soi de convaincu·es que nous arriverons à opérer un renversement de la société. Investissons ces espaces pour faire politique entre travailleur.euses d'un même territoire. Faire démocratie. Être capable de parler avec l'autre, d'affronter des désaccords sans vouloir sa disparition, ni attendre ou souhaiter un monde où tout le monde pensera comme nous. Ne nous taisons jamais face à un discours méritocratique, face à l'accusation des immigré·es comme responsables de tous nos malheurs. Taisons-nous quand il s'agit de comprendre comment ils et elles en sont arrivé·es là, comment chacun.e fait avec le réel.

Ce n'est pas simple, c'est définitivement épuisant. Mais rappelons-nous que la transformation radicale du monde agricole et alimentaire ne pourra se faire sans les travailleur.euses eux-mêmes. Alors investissons ces espaces, marquons-les de politique. Allons-y collectivement, et concentrons-nous sur les travailleur.euses exploité·es, ne perdons pas notre temps avec les élites et les leaders convaincu.es du complexe agro-industriel, solidement enraciné·es à droite et à l'extrême droite.

QUI DIT RÉVOLTE DIT RISQUE DE RÉCUPÉRATIONS.

L'histoire des luttes nous a prouvé que nombreuses sont les organisations qui cherchent à récupérer les révoltes pour servir leur projet.

Parmi de nombreux exemples sur ces blocages, dans l'Aude, les têtes syndicales de la FDSEA, alors que les agriculteur·rices Conf et CR étaient sur des blocages, ont profité du rapport de force instauré pour faire passer certaines de leurs revendications dans le bureau du préfet. A la sortie, elles ont sans surprise appelé les bloqueurs au calme.

Quant à la CR, ses leaders influenceurs et les multiples blocages à leurs couleurs bien relayés par les médias nourrissent la stratégie électoraliste. Ce sont également des terreaux sur lesquels l'extrême droite a l'habitude de se développer, en pointant du doigt les quartiers populaires comme responsables et en appelant au vote pour opérer un changement.

Également, les actions pour la survie et le mieux-être des travailleur.euses prennent très souvent un caractère réformiste quand elles sont prises isolément. L'on se contente de petites victoires, qui sont certes vitales, mais qui n'opèrent aucun changement profond des rapports d'exploitation, et finissent immanquablement par un appel au calme et un appel au vote « raisonnable ».

RENDE INDISSOCIABLES L'ACTION À COURT TERME ET UNE PERSPECTIVE DE TRANSFORMATION RADICALE DU SYSTÈME.

De même que la transformation radicale du monde agricole et alimentaire n'adviendra pas avec seulement de beaux programmes politiques ni de merveilleuses alternatives exemplaires, elle n'adviendra pas non plus à coups d'actions coups de poing isolées les unes des autres. À nous d'inscrire ces actions dans un mouvement de conscientisation collective des rapports d'exploitation et donc dans un projet politique révolutionnaire élaboré avec les masses, avec le plus grand nombre d'entre nous.

La CR est présente sur les blocages, motrice dans l'action directe, mais elle ne porte aucun

politique de transformation radicale du système agricole. La Conf' quant à elle se revendique d'un projet politique, mais nous devons nous poser la question de pourquoi il n'est pas mobilisateur auprès des masses, pourquoi la présence d'une agriculture alternative ne subvertit pas le modèle, voire le renforce ?

L'enjeu n'est pas d'éduquer les classes populaires agricoles à la bonne ligne politique. Il nous faut rejeter en bloc cette posture méprisante, cette tentation bourgeoise du regard surplombant. Nous nous devons de prendre ce temps long et indispensable de l'interconnaissance, de l'élaboration politique, de l'éducation populaire. D'amener à regarder les problèmes à leur racine, assumer notre radicalité, pour trouver ensemble des chemins auxquels nous n'avions pas encore pensé.

INVESTIR DES ESPACES INTER-LUTTES.

De la même manière que les blocages contre la bourgeoisie agro-industrielle et l'État sont des espaces de rencontres et de confrontations politiques, investissons des espaces populaires d'interconnaissance, d'analyse des rapports d'exploitation, de formations politiques, qui aident à dénouer les crispations identitaires qui maintiennent le système en place.

Un camarade paysan disait toujours « le syndicat est ce que tu en fais », alors investissons nos syndicats. N'attendons pas le national, organisons-nous depuis nos territoires. Et si ça ne passe pas avec nos syndicats locaux, investissons d'autres espaces.

Il n'y a pas de recette magique, la réponse sera différente selon chaque territoire.

SORTIR DU CORPORATISME POUR S'ATTAQUER À LA RACINE DU PROBLÈME.

La vision corporatiste sortie tout droite du régime fasciste de Vichy et portée par la FNSEA et la CR nous empêche de voir qu'il y a une lutte des classes chez les agriculteur·rices, et donc d'identifier de potentielles alliances en dehors du monde agricole : les alliances de classes. Imaginez par exemple la teneur d'un rapport de force contre l'agro-industrie et l'État, si les éleveur·euses font des blocages, en même temps que des ouvrier.es font grève dans les abattoirs et que, pour des raisons de santé, les classes populaires font un boycott de certains produits transformés ! Un cocktail explosif ... de quoi reprendre la terre à la machine industrielle qui se fascise ...



« Puisque le mode de production capitaliste débouche sur notre prolétarisation, c'est en tant que prolétaire que nous devons situer notre combat contre ce système. Nous ne sommes plus, nous ne pouvons plus être des petits patrons mendiant la protection des pouvoirs publics en contrepartie de votes « bien orientés ». Nous faisons partie des exploités, en lutte contre les exploiteurs et nous devons, si nous voulons faire disparaître cette situation, mener cette lutte sur une base de classe, aux côtés des autres couches sociales du prolétariat. Dans cette lutte, il ne s'agit pas de négliger les conquêtes partielles, les victoires nécessaires pour survivre. Mais ces conquêtes des travailleurs, aussi importantes soient-elles, sont toujours des concessions faites par la bourgeoisie pour colmater les brèches et se maintenir au pouvoir. Elle est toujours capable de les reprendre quand la conjoncture politique et économique lui est redevenue favorable. Il n'existe pas une multiplicité de pouvoirs partiel, économiques ou autres, dont les travailleurs pourraient s'emparer progressivement. Le pouvoir bourgeois est un. C'est la nature même du système politique et social qu'il faut détruire pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs à tous les niveaux. »

Bernard Lambert,
Les paysans dans la lutte des classes (1970).

LA LUTTE PAIE

La résistance basque à l'abattage systématique des animaux a forcé l'État à mettre en place un dispositif sanitaire alternatif

Les paysans basques ont subi de longue date les conséquences ravageuses des épizooties. La grippe aviaire a durement frappé les élevages de volailles, en particulier au début des années 2000. Mais lors de la recrudescence de la tuberculose bovine, entre 2010 et 2015, les éleveurs refusent de se soumettre aux abattages sanitaires systématiques imposés par l'État. Face à une administration sanitaire autoritaire, appuyée par la force policière, ils opposent une mobilisation collective, un fort ancrage territorial et un rapport de force assumé. Cette lutte permet l'obtention d'un dispositif sanitaire alternatif et met un coup d'arrêt à une logique d'abattage aveugle.

Entretien avec Panpi Sainte-Marie, secrétaire général du syndicat agricole basque *Euskal Herriko Laborarien Batasuna* (ELB), affilié à la Confédération paysanne.

Un premier tournant, ça a été la grippe aviaire [entre 2002 et 2005], où l'État a mis en place l'abattage systématique et l'enfermement des animaux. L'État voulait mettre tous les canards à l'intérieur. Nous, on disait non : d'abord parce qu'on vend en direct et que les consommateurs nous font confiance pour l'élevage en plein air ; ensuite parce que ce serait faire souffrir les animaux. Ils voulaient tout tuer : nous, on refusait. On a aussi eu le problème avec la tuberculose bovine [après 2010]. On avait une famille avec une seule vache malade sur une centaine. L'administration exigeait de tout tuer. C'était insupportable pour eux. Ils sont venus voir le syndicat. On leur a dit qu'on les soutiendrait : c'était absurde de vouloir abattre tout le troupeau. [En 2015], on a organisé un mouvement de résistance autour de la ferme. Là encore, ça a créé un rapport de force. On leur a dit : « Non, vous ne passerez pas. » On a fait des chaînes humaines, des gens se sont mis devant la ferme, face aux CRS. Ça, ça nous a fait du bien. Donc il faut réussir ça.

Parce que l'appareil d'État, quand il arrive, c'est administratif, sanitaire, répressif. Tout seul, tu ne tiens pas. Leur pouvoir de dissuasion est énorme. Mais un collectif, ça a une sacrée force de dissuasion aussi. Les premières fois, ils sont venus avec les CRS. Ils ont vu qu'ils ne passeraient pas... et ils ont renoncé. Je me souviens d'un préfet qui m'a dit : « On a compris. On vous a envoyé les flics une fois, deux fois. On ne va pas vous donner les images que vous voudriez. » Donc, à partir de là, ils se sont mis à négocier. Il faut créer le rapport de force. Ce n'est pas évident. Mais une fois que tu l'as, on te respecte.

Grâce à ça, on a pu instaurer un protocole expérimental : ne pas abattre automatiquement, étudier la race locale, analyser cas par cas avec une batterie de tests établis sur plusieurs mois. On a négocié. On n'a pas pu tout gagner : on a dû accepter un compromis. La moitié du troupeau a été abattue. C'était douloureux, très douloureux. Mais on savait qu'on ne pouvait pas renverser la machine d'un coup. Il fallait « mettre le pied dans la porte ». Derrière ça, il n'y a eu aucun autre cas de maladie. Une seule vache malade sur cent. Ça montre bien l'absurdité de la règle précédente. Depuis quatre ans d'expérimentation, ils n'osent plus venir nous reprocher d'avoir les animaux dehors.

Aujourd'hui, au Pays basque, c'est clair : si le paysan refuse l'abattage, l'État ne peut plus envoyer les flics pour tuer les bêtes de force. Ils savent qu'on tient bon, qu'on a le soutien de la population. Résultat : on nous fiche la paix. On a gagné ce rapport de force là. Et ce genre de lutte, ça marque les esprits. Quand, au printemps, on a monté les vaches sauvées à l'estive avec la famille, on se disait : « Elles auraient dû être toutes mortes. » Là, tu vois ce qu'a apporté le collectif. Et les gens le savent : si la machine à abattre s'est arrêtée, c'est parce qu'ELB s'est saisi du combat. Et ce qu'on a vécu ici, ça compte, parce que dans d'autres régions — notamment dans l'Est et dans le Sud — il y a eu des abattages très durs, faute d'un mouvement de résistance assez organisé.

... suite de l'entretien avec Panpi Sainte-Marie p. 20.

Aujourd'hui, la crainte d'un retour des abattages massifs au Pays basque, alors que la DNC sévit chez les voisins du Béarn, entraîne une mobilisation préventive des paysans basques, notamment à travers le blocage de l'A63.

1980, CRÉATION DE LA COPAV

Faire des paysans les premiers infirmiers de leur troupeau

Thierry Segreto, vétérinaire aujourd’hui à la retraite, revient ici sur la création de la COPAV (Convention paysans-vétérinaires), une expérimentation radicale née dans le Forez à la fin des années 1970. À l’heure où des camarades paysans n’hésitent plus à cacher à leurs vétérinaires des cas de DNC, tant la relation s’est dégradée, ce témoignage rappelle qu’une autre manière de soigner, de travailler et de décider ensemble a bel et bien existé.

Je suis entré à l’école vétérinaire au début des années 1970. On sortait de 68... On lisait le petit livre rouge. Il y avait cette idée qui circulait beaucoup chez nous : pour comprendre, il fallait aller voir. Pas rester dans l’entre-soi. Pas théoriser à distance. Aller sur le terrain, enquêter, écouter. Le 1^{er} juillet 1973, on a atterri au Château de Goutelas. Michel Fontaine, un de nos profs, extraordinaire pédagogue, nous avait envoyés là. On dormait dans un dortoir, on mangeait dans la cuisine, on vivait sur place : c’était la vie de château ! Pendant plusieurs mois, on est allés rencontrer une soixantaine de paysans du Forez, surtout des éleveurs de vaches laitières. On passait du temps avec eux. On écoutait. On notait. On parlait de leur boulot, de leurs bêtes, puis de leur rapport avec le vétérinaire.

Très vite, on a compris comment cela fonctionnait. Le vétérinaire intervenait surtout à l’acte. Il arrivait quand ça allait mal, soignait, prescrivait, repartait. Et on voyait bien que partager le savoir n’était pas sa préoccupation. Moins les paysans en savaient, plus il revenait. Après ces rencontres, on a fait un compte rendu détaillé aux responsables paysans. On en a beaucoup discuté entre nous, et avec les paysans. Ça a pesé pour la suite. Pendant plusieurs années, encore étudiants, avec d’autres camarades, on a animé des journées de formation un peu partout dans la Loire. Alimentation, mammites, reproduction, gestes de base. On en a fait beaucoup. Il y avait une vraie attente. Les paysans venaient nombreux. Et surtout, il se passait autre chose que de la technique. On prenait le temps. On parlait. On construisait une relation.

Étudiants, nous étions militants. Nous participions à des collectifs de gauche, d’études sociologiques. On était solidaires des travailleurs, des travailleurs immigrés, des personnes en marge. On faisait feu de tout bois. Puis il a fallu apprendre à soigner des

vaches sérieusement, et là, on s’est un peu calmés. Mais la politique, on ne l’a jamais laissée à la porte du métier. Quand on a fini nos études, on s’est demandé comment on allait exercer. Comment faire ce métier sans retomber dans le système de l’acte, de l’urgence, du chiffre. On a lancé deux expérimentations, une dans les monts du Lyonnais, une dans les monts du Forez. Une quinzaine d’éleveurs, une visite par mois, un suivi régulier, notamment sur la reproduction et les mammites. Là encore, le temps faisait toute la différence. Les relations changeaient.

Assez vite, on s’est dit qu’il fallait une structure collective. D’un côté, une association d’éleveurs qui discutent entre eux ; une association qui décide, qui gère. De l’autre, des vétérinaires indépendants, avec un contrat exclusif. On était contre le salariat tel qu’il existait comme une relation de subordination. Ce qu’on voulait surtout, c’était maîtriser nos dépendances.

En octobre 1980, on a créé la COPAV, la Convention paysans-vétérinaires. On a supprimé le paiement à l’acte. Les éleveurs cotisaient en fonction de la taille de leur troupeau, pas du nombre de visites. Ils pouvaient appeler quand ils voulaient. Les coûts étaient clairs. Les revenus aussi. Les médicaments étaient vendus sans marge. La formation collective et la prévention faisaient partie du dispositif. On n’était pas payés cher. Mais on travaillait autrement. Le paysan n’était plus un client. C’était quelqu’un avec qui on faisait métier. L’idée, c’était qu’il comprenne, qu’il anticipe, qu’il puisse être le premier soignant de son troupeau, avec le vétérinaire comme appui permanent.

La COPAV fonctionne encore très bien depuis des années. Des liens forts se sont créés. Aujourd’hui encore, quand je recroise certains éleveurs, il y a de l’émotion. Ce qu’on a construit, ce n’était pas seulement une organisation sanitaire. C’était une autre manière de travailler ensemble.



SUITE DE L'ÉDITO DE LA PAGE 4

LA MALADIE DU LIBRE-ECHANGE

Nous apprenons début janvier la signature de l'accord UE-Mercosur par une majorité qualifiée des Etats de l'Union Européenne. Elle n'augure qu'une intensification de la guerre sanitaire et du harcèlement de polices administratives protégeant les intérêts du modèle d'agriculture capitaliste. Cette ratification est une agression de plus dans la guerre économique menée par les classes dominantes contre les franges subalternes de la paysannerie - et ce, des deux côtés de l'Atlantique. Elle annonce une accélération du rouleau compresseur de la mise en concurrence généralisée des agricultures sur le marché mondial, qui ne peut qu'alimenter toujours plus la fuite en avant productiviste et son lot de conséquences écologiques, sociales et sanitaires délétères, l'élimination partout dans le monde des petites fermes, et la concentration capitaliste de la production.

Cette tempête libérale ne peut qu'intensifier elle-même les raidissements impérialistes des capitalismes nationaux. On voit déjà les libéraux autoritaires et l'extrême droite en embuscade, réclamer de nouvelles armes, et justifier à l'aune de cet accord un nouveau saut mortel dans l'industrialisation des campagnes et la diffusion accrue des pesticides pour les exigences de la guerre commerciale. Les premières victimes de cette guerre seront les paysan·nes eux-mêmes, sommé.es une fois de plus de se « moderniser » ou de disparaître.

LA PESTE BIOSECURITAIRE

La contestation de la politique d'abattage total tire son importance stratégique de l'inscription de cette mesure brutale au cœur d'un paradigme biosécuritaire, aujourd'hui largement remis en cause, qui constitue l'un des barreaux de la cage de fer agro-industrielle. La chose est entendue désormais sur les fermes : l'ensemble des dispositifs de gestion par les normes étatiques de la production animale s'appuient sur le « dépeuplement » comme arme de police administrative. Une reculade sur ce plan fragiliserait toute l'architecture du maintien de l'ordre dans nos campagnes.

Il faut en effet rappeler que le funeste destin de la fermeture administrative et du dépeuplement est ce qui, aujourd'hui, menace les élevages paysans et la polyculture élevage toute entière (en particulier l'élevage plein air de volailles et de porcs), pour lesquels il est le plus souvent impossible de se mettre en conformité avec des normes biosécuritaires taillées pour les filières industrielles. Rappelons nous que de simples « non-conformités » aux réglementations en matière de biosécurité, de traçabilité et d'identification animales peuvent et ont déjà entraîné par le passé des abattages de cheptel, et nous comprendrons la centralité

politique d'un tel dispositif. La remise en cause du dépeuplement comme arme souveraine du complexe agro-industriel pour mettre au pas les fermes et les pratiques faisant obstacle à son hégémonie et à ses intérêts ouvre ainsi aussi une brèche, une fenêtre de tir stratégique pour s'attaquer aux entreprises bureaucratiques commandées par une rationalité industrielle et mercantile qui n'admet ni menace ni altérité.

L'éradication est bel et bien devenue la réaction immunitaire du système agro-industriel pour tenter de « réguler » les fléaux microbiologiques, les maladies qu'il engendre et déchaîne à un rythme accéléré, sans avoir à remettre en cause un mode de production profondément pathogène. Ces charniers « administrés » en rappellent en effet d'autres. Comme ces épisodes de 2022 où les services de l'Etat demandaient de fermer les ventilations des bâtiments d'élevage de volailles pour éliminer par asphyxie des lots de volailles contaminées à l'influenza aviaire, les éleveurs devant ensuite finir le travail en curant un bâtiment rempli de cadavres, ce qui présente des risques sanitaires élevés pour eux et un traumatisme psycho-social certain. Les politiques biosécuritaires d'Etat, se réduisant à de pures opérations de police, font indûment peser l'entièreté de la responsabilité des risques sanitaires sur les exploitations individuelles pour éviter une remise en cause du système de production industrielle, invisibilisant la dimension socio-écologique et systémique de ces épidémies.

La révolte en cours a ainsi lieu dans un contexte extrêmement inquiétant de démultiplication d'épidémies et de zoonoses dont l'émergence et l'expansion sont largement provoquées par des ravages environnementaux qui font tomber une à une les barrières écologiques qui constituent des freins à de telles pathologies. La destruction des écosystèmes, en éclatant les barrières inter-espèces, induit une prolifération de zoonoses, de sauts des pathogènes entre les espèces. L'appauvrissement de la biodiversité domestique fait également tomber un certain nombre de barrières immunitaires.

L'effondrement des populations de petits gibiers accompagnant l'industrialisation des campagnes se fait au profit de quelques espèces généralistes, ce qui conduit les sociétés de chasse à se « spécialiser » dans le gros gibier (notamment le sanglier) qui devient lui-même l'objet d'un élevage « de masse » qui ne dit pas son nom, entraînant des surpopulations (les populations de sangliers ont été multipliées par 5 en 20 ans) impliquant des problèmes sanitaires dans les élevages (Peste Porcine Africaine, Brucellose...).

Le réchauffement climatique est en grande partie responsable de l'expansion des maladies vectorielles (contre lesquelles les solutions d'éradication totale des insectes vecteurs demeurent des vues de l'esprit).

La concentration animale, l'hypersegmentation des filières et l'augmentation des flux industriels et internationaux d'animaux, où l'on passe constamment d'une unité spécialisée à une autre, avec des sites éloignés géographiquement, jouent comme des catalyseurs et accélérateurs pour l'expansion des maladies. Les diffusions de virus deviennent ainsi parfois incontrôlables du fait de l'organisation industrielle de la production : à chaque épisode d'épidémie de grippe aviaire se joue dans l'Ouest et le Sud-Ouest le même scénario catastrophique d'embrasement épidémiologique de filières avicoles au bord de l'effondrement, qui ne parviennent même plus à produire, et qui ne survivent que grâce à la perfusion de dizaines de millions d'euros d'argent public.

En parallèle, on entretient l'illusion idéologique que les fléaux viendraient toujours du « dehors » : de la faune sauvage identifiée comme un réservoir de miasmes menaçant la production. La formule est toujours la même : éradication et claustrophobie. Alors qu'on sait, désormais, que les facteurs pathogènes d'émergence et d'expansion des épizooties sont endogènes à la production agro-industrielle qui est, la plupart du temps, seule en cause.

Les mesures biosécuritaires ne servent à rien, sinon à détruire la polyculture-élevage : elles ne seront même pas à même de sauver le navire agro-industriel d'une marée épizootique montante qui ne peut que le submerger. Le système agro-industriel est devenu une poudrière zoonotique qui menace gravement la santé publique, et la brutalité biosécuritaire a du mal à cacher qu'elle n'a pour seule rationalité que la furie panique de celui qui voudrait ne pas couler seul. Et pour cause, elle menace de nous engloutir tous.

UN SOULÈVEMENT « EXISTENTIEL » DES CAMPAGNES

Nous voyons chaque jour les campagnes se dépeupler autour de nous et les fermes disparaître les unes après les autres, effacées, liquidées, écrasées par une industrialisation « sans fin », qui laisse tant des nôtres sur le bas côté, et qui ne fait qu'accélérer la fuite en avant dans l'agrandissement des exploitations des gros, des cumulards. Les fermes qui restent sont souvent prises entre l'enclume de l'endettement et le marteau du surtravail.

On ne comprend pas la profondeur de la rage paysanne qui éclate depuis des semaines, ni notre détermination et celle de nos collègues, si on ne comprend pas combien la brutalité de la politique

sanitaire inique qui s'abat sur les fermes est comme la métaphore de l'interminable agonie de la polyculture-élevage. C'est cette angoisse pressante de « fin de monde » qui explique cette étrange coalition des contraires qui se sont retrouvés ensemble dans les mêmes cours de ferme pour défendre leurs collègues : le rassemblement de ceux qui n'ont plus en partage qu'un métier et de vouloir s'arracher coûte que coûte à leur disparition annoncée et programmée, que ce soit en accélérant dans une dernière et illusoire intensification productiviste ou en appelant à tirer le frein d'urgence par la construction d'une relative autonomie par l'agroécologie paysanne.

Depuis l'été dernier, on s'affaire donc partout sur les territoires frappés par l'épizootie à organiser le blocage des abattages totaux, à enrayer une politique sanitaire mortifère : ces actions ont donné lieu à des coalitions de circonstances des syndicats alternatifs à la FNSEA encore impensables quelques semaines auparavant. Ce rassemblement tout circonstanciel de syndicats antagonistes témoigne moins d'un quelconque « opportunisme » tactique ou d'une quelconque alliance stratégique - sans que leurs cadres ne l'aient réellement décidée - que de la gravité des circonstances qui se sont imposées et du désarroi généralisé d'éleveurs qui se demandent s'ils ne vivent pas là leur baroud d'honneur. Les actions se sont poursuivies tout l'automne, jusqu'à ce que la contestation opère un saut vers sa généralisation tout azimuts à la mi-décembre.

Le vendredi 12 décembre, après un brutal assaut nocturne des troupes de gendarmerie mobile et de leurs blindés pour briser la grande vague de solidarité collective avec les éleveurs de la ferme de Bordes-sur-Arize, leurs 207 vaches et dizaines de veaux et velles auront fini par être euthanasiées par les services vétérinaires, sous haute surveillance policière. Leur troupeau était défendu depuis deux jours par plus de 600 paysan·nes.

Les images de la résistance paysanne et de la brutalité de la répression policière qu'elle a rencontrée ont eu une résonnance telle, qu'elles ont provoqué la généralisation de la révolte à l'ensemble du territoire national, bien-au-delà des localités frappées par la DNC. Jusqu'à ce qui constitue, pour l'heure, l'acmé du mouvement : une montée fulgurante à la capitale de dizaines de tracteurs et de centaines de paysan·nes, et l'action d'éclat d'occupation du périphérique parisien de la Confédération paysanne et des Soulèvements de la Terre le vendredi 9 janvier, entraînant plus de 250 km d'embouteillages.

PLUS SEULEMENT UNE CRISE «AGRICOLE» : UNE CRISE D'HEGEMONIE ET DE GOUVERNABILITÉ

Nous sommes ainsi, en quelques semaines, passés d'une contestation d'une politique sanitaire inhumaine à une contestation du libre-échange (Mercosur) et à une remise en cause généralisée du verrouillage de la politique agricole par l'emprise d'une forteresse FNSEA-JA, entièrement inféodée aux intérêts agro-industriels d'une bourgeoisie rapace et maintenant débordée de toutes parts. Rarement, en effet, il n'aura été aussi clair que le ministère de l'agriculture est aux mains de la FNSEA, et que la bourgeoisie agricole qui tient les rênes de son ministère de tutelle ne reculera devant aucune destruction pour maintenir son accaparement des leviers du pouvoir. L'entêtement du gouvernement, l'inflexibilité du ministère de l'agriculture et des dirigeants de la FNSEA sont incompréhensibles si on ne saisit pas combien c'est leur collusion historique même, qui est ici attaquée. Chacun·e sait que ce qui est en jeu n'est plus seulement un protocole sanitaire absurde à balayer de toute urgence, mais l'organisation même de la gouvernance de la profession, l'emprise autoritaire exorbitante de la FNSEA sur les campagnes, de ses branches économiques et des firmes du complexe agro-industriel qui les téléguident.

C'est là, sans doute, la singulière radicalité de la situation qui s'ouvre. Du fait de l'inscription séculaire de la « contestation » paysanne dans un appareil syndical « majoritaire » intégré dans un modèle de cogestion avec l'Etat, les colères paysannes, quand elles éclataient, étaient le plus souvent très vulnérables à leur capture par le complexe agro-industriel. Si bien que si les colères agricoles puisaient leur force dans une tourmente bien réelle, elles étaient toujours déjà sur le point d'être désintégrées : réduites à des simulacres de lutte sans consistance, dans un jeu de « dupes » où la rage est mobilisée contre elle-même, comme un instrument spectaculaire pour accélérer l'agenda prédateur des nouveaux seigneurs de la terre. On ne contrôle jamais mieux que ceux dont on prétend « accompagner » la colère.

Mais nous ne sommes pas là en présence d'une simple « crise agricole ». Ou plutôt, la « crise agricole » est maintenant surdéterminée par une véritable crise d'hégémonie et de gouvernabilité de la profession. Elle se traduit par l'effritement de la capacité d'encadrement du bloc syndical dit « majoritaire », par son incapacité à « reprendre en main » la situation et à organiser la colère à son avantage. Une partie de la profession est bel et bien entrée en sécession active d'avec le syndicalisme de cogestion.

QUELQUES LECONS POUR UN ANTIFASCISME RURAL

Nous entrons donc sur un terrain d'affrontements stratégiques. Si la Confédération paysanne est omniprésente sur ce terrain aux côtés des éleveurs, elle ne l'est certes pas seule. La Coordination rurale est au cœur de cette fronde : elle réussit - en bien des endroits du territoire - à catalyser le bruit et la fureur des campagnes pour les capter au profit de ses dirigeant·es et d'un agenda proto-fasciste. La fermeté la plus grande s'impose aux endroits où elle instrumentalise la détresse de la fraction des agriculteurs·rices qui se sait en danger pour s'attaquer aux mouvements qui s'opposent à l'industrialisation de l'agriculture. La mise à sac de la commune de Melle appelle une riposte politique et populaire à la hauteur de la menace milicienne qu'elle représente.

La longue agonie paysanne ne s'arrêtera pas par la dérive corporatiste et la fuite en avant dans l'intensification productiviste et par la recherche frénétique de nouvelles armes dans une guerre commerciale internationale perdue d'avance. Pas plus que la dignité paysanne ne sera reconquise par la logique sacrificielle du « bouc-émissaire » et la dialectique perverse de l'humiliation raciste. Nous ne nous arracherons pas à notre impuissance par l'errance identitaire, mais en faisant exploser la somme d'intérêts contradictoires qui se cache derrière le mythe de l'unicité de la « corporation » paysanne, et en tournant notre colère contre nos vrais ennemis, cachés dans l'agencement oligarchique du complexe agro-industriel. Ce qui signifie aussi que nous ne pourrons relever la tête qu'en embrassant la cause et le destin de toutes les classes populaires.

Mais il y a une contrepartie à l'affirmation de cette ligne de partage et à cet antagonisme assumé avec la Coordination rurale : nous ne pourrons combattre l'errance protofasciste de ce syndicat sans faire sauter des mains de la réaction la critique du déracinement, du progressisme libéral et de l'écologie politique bourgeoise réellement existante. Il est pour nous tout aussi évident que nous ne conjurerons pas le péril d'un fascisme rural par des postures de belle âme au-dessus de la mêlée. La seule manière de combattre l'emprise grandissante de la Coordination rurale, c'est de lui disputer l'hégémonie sur le terrain, c'est de se hisser à la hauteur de la colère de nos collègues, de politiser à contre courant leur désespoir. C'est d'incarner, à notre tour, le bruit et la fureur qui montent, pour faire atterrir les confrontations en cours sur leur terrain réel : celui du conflit de classe. Là est la force. Là est la dignité.

BASF ASSASSIN À ROUEN

Récit d'action contre BASF



Récit de l'action contre BASF du 17 novembre 2025 par des membres du Collectif de soutien aux victimes de pesticides de l'ouest.

Dimanche 16 novembre 2025: nous sommes une trentaine de membres du Collectif de soutien aux victimes de pesticides de l'ouest à partir en voiture en début d'après-midi vers le point de rendez-vous pour un briefing avant d'investir l'usine BASF tôt ce lundi matin près de Rouen. Ambiance déterminée et grave au point de rendez-vous: nous allons nous « attaquer » à un gros morceau: une des usines d'un des leaders mondiaux fabriquant des pesticides.

Nous sommes d'autant plus déterminés que nous représentons nos 600 collègues adhérents du Collectif, dont beaucoup ne peuvent être là car trop atteints dans leur corps par les effets des pesticides: leucémies, maladie de Parkinson ou Alzheimer, myélomes, etc. Nous pensons à notre ami Christian, décédé en avril 2025, qui aurait très certainement été présent, tellement sa combativité et sa force de persuasion étaient grandes et communicatives près de nous tous.

Nous sommes impressionnés par tous les détails de la préparation de l'action. Dans la grange qui nous accueille se dressent les panneaux, banderoles et slogans qui nous mettent tout de suite dans l'ambiance de la lutte. Présentation des plans de l'usine avec les différents lieux à investir, les rôles de chaque groupe, nos droits et attitude à avoir en cas d'arrestation par la police, etc.

La nuit est brève et pleine de gravité, mais joyeuse quant à la portée de notre action: il s'agit de s'attaquer à un des plus gros fabricants de poison qui commercialise des produits mettant en danger la santé

des utilisateurs (paysans, salariés des fabricants, des firmes ou coopératives de commercialisation, des paysagistes, employés d'espaces verts), des riverains, consommateurs d'aliments bourrés de pesticides, et la santé de nos champs, de nos ressources en eau, de l'air que nous respirons.

Fait aggravant: l'usine à investir se permet de produire un insecticide interdit pour sa dangerosité en Europe depuis 2017, le Fipronil, afin de l'exporter dans les pays d'Amérique latine, l'Asie, et qui nous reviendra dans les produits alimentaires importés. Vive le Mercosur !

Comment s'étonner que les maladies se développent chez les humains et atteignent des malades de plus en plus jeunes ? Les associations de malades craignent un doublement des cancers d'ici à 2050.

Le nombre de malades du cancer de la prostate a été multiplié par 2,8 entre l'année 1990 et le début des années 2020 pendant que celui du sein doublait dans la même période, celui de la peau chez l'homme multiplié par 5,4 ; le cancer du poumon chez la femme par 7,6¹. Entre 2015 et 2022, le coût du cancer de la prostate en France passe de 1,36 milliard d'euros par an à 2,4 milliards.

Rassurons-nous: BASF travaille dans ses labos à élaborer des molécules pour faire des traitements anticancéreux. On n'a pas fini de voir la Sécurité sociale en déficit et les profits des actionnaires de la chimie bien cotés en bourse. À peine arrivés à 6h30 dans l'usine, et face à notre détermination à bloquer et investir l'usine, nous voyons déferler des dizaines de gendarmes pour protéger les grilles des empoisonneurs.

Le groupe des Faucheurs d'OGM réussit à atteindre le hangar où sont stockés les bidons de Fipronil et apporte la preuve du rôle de cette usine dans la fabrication de ce poison. Un autre groupe réussit

à s'approcher des bureaux, mais il est stoppé *manu militari* par les gendarmes arrivés en force.

Un rassemblement improvisé se tient devant l'usine, face à la police, tout le reste de la matinée ; il montre la détermination des paysans présents, des malades, des défenseurs de l'environnement, de travailleurs de la santé à combattre sans relâche pour interdire la production de ces produits de mort. On est satisfait : aucun produit n'est sorti de l'usine ce 17 novembre, les autorités ne peuvent plus dire qu'elles ne savaient pas...

Il n'est pas toujours facile d'être optimiste quand on voit quotidiennement nos démocraties empoisonner et matraquer leurs peuples.

Merci

Grâce à vous tous, cet instant de révolte, face au servage moderne que nous subissons, restera dans nos mémoires comme un moment privilégié, où nous redevenons acteurs... et admiratifs de nos organisateurs et dirigeants du jour.

Merci à vous tous, de nous avoir invités à ce grand moment de convivialité et de révolte.

Merci aux Soulèvements de la terre, merci aux Faucheurs volontaires, merci à Cancer colère, merci à la Confédération paysanne, merci aux collègues du Collectif de soutien aux victimes des pesticides...
Et un énorme bravo à ceux qui ont méticuleusement œuvré, depuis de nombreux mois, à la préparation de cette journée.

Merci à celles et ceux qui nous ont ouvert leur ferme, nous ont laissé l'envahir et la chambouler, merci à nos cinéastes pour leur perspicace communication avant et après l'événement.

Nous avons été émerveillés par la grande maîtrise des organisateurs, étudiant toute hypothèse, ne laissant aucun détail au hasard. Tout ceci dans une extrême discrétion, car quel exploit aujourd'hui, que de réunir, dans le plus grand secret, plus de 500 personnes de tous horizons, avec les moyens actuels de nos grandes oreilles... un immense bravo pour ça aussi.

Bien sûr, le combat doit continuer, et nous saurons être à vos côtés.

Bernard et José, agriculteurs retraités & membres du CSVPO



Qu'elle était...

Qu'elle était riche et douce cette ambiance dans la voiture quand nous roulions à travers la plaine de Seine

Qu'elle était accueillante cette maison entourée de pommiers où les sourires succédaient aux conseils avisés

Quelle était courte cette nuit remplie de sourires et où la solidarité se lisait dans nos mains et sur les petites tapes sur l'épaule

Qu'elle était sereine et enthousiaste cette vague blanche qui déferlait sur cette plage de béton maudit

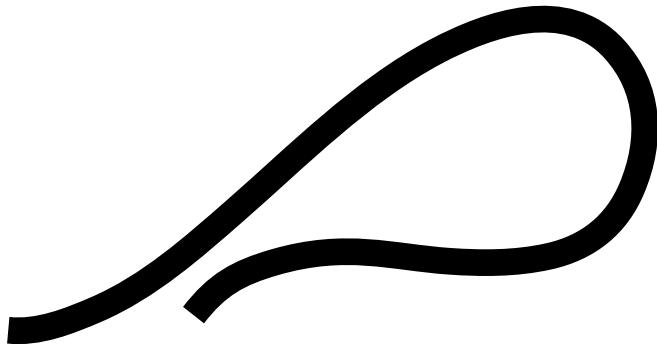
Qu'elle était brutale et sourde cette répression noire qui maculait de sang nos espoirs légitimes

Qu'elle était haute cette butte de terre où mon cancer n'existe plus et où seuls comptaient ces regards d'empathie de réalisme et d'humanité en route.

Gilles, paysan et membre du CSVPO

Note:

1. source Institut national du cancer



DÉFENDRE LA TERRE POUR AFFIRMER L'AUTONOMIE: LE SYNDICALISME PAYSAN CORSE ET BASQUE EN RÉSISTANCE FACE AU CENTRALISME DE L'ÉTAT FRANÇAIS ET À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Au Pays basque comme en Corse, les paysans sont confrontés à l'État français et à des logiques d'accaparement foncier qui ont mis directement en danger leurs conditions de travail. Les politiques agricoles imposées depuis Paris, tout autant que la pression foncière liée à la villégiature, ont fragilisé les pratiques agricoles traditionnelles. Mais dans ces deux territoires, la forte identité culturelle et les revendications nationalistes nourrissent la résistance paysanne.

« A L'INIZIU UNA TERRA »

Cette victoire, c'est celle de nos aînés

Le 7 février 2025, Jean-Baptiste Arena, à la tête de la liste A l'iniziu una terra («au commencement, une terre»), fait tomber la Chambre d'agriculture de Corse. Un coup de tonnerre face aux machines de guerre syndicales de la FNSEA, qui tenaient l'institution depuis des décennies. Une victoire qui met fin à une longue mainmise sur la Chambre et qui ne tombe pas du ciel : elle s'inscrit dans une histoire longue de luttes paysannes et autonomistes, portées depuis plusieurs générations autour de la terre, de l'autonomie alimentaire et du foncier.

Correspondances paysannes - Pour commencer, est-ce que tu peux revenir sur le contexte dans lequel se déroule cette élection ? Quel était l'état du monde agricole et du rapport de forces syndical au moment où vous vous lancez ?

Jean-Baptiste Arena - Déjà, le contexte était spécial. On sortait d'une dissolution des trois chambres : Corse-du-Sud, Haute-Corse – 2A, 2B – et la chambre régionale. Ces trois structures allaient se fondre dans une seule chambre, une entité régionale, voire territoriale, donc très puissante. C'était un moment de bascule, à la fois sociétale et politique. Pas seulement agricole. Parce qu'en Corse, à travers le monde agricole, c'est quand même l'expression de notre société agropastorale. Et en Corse, peut-être plus qu'ailleurs, les politiques agricoles sont intimement liées aux politiques générales.

En parallèle, l'agriculture corse, mis à part deux ou trois filières, était en souffrance – et elle l'est toujours. Les élevages, le maraîchage, toute l'agriculture nourricière : produits laitiers, produits carnés, fourrage. Tout ce qui nourrit, tout simplement.

CP - Vue depuis le continent, et notamment depuis les luttes écolos et paysannes, une alliance électorale entre Via Campagnola – proche de la Confédération paysanne –, la Mossa Paisana et la CR paraît presque inconcevable. D'autant que la CR est souvent perçue ailleurs comme située très à droite, voire à l'extrême droite. Or c'est précisément cette alliance qui vous a permis de gagner. Comment l'avez-vous construite ?

Jean-Baptiste Arena - On a réussi à fédérer trois syndicats. Via Campagnola d'abord, qui est l'équivalent corse de la Confédération paysanne, avec une histoire de luttes paysannes et une culture syndicale bien ancrée. La Mossa Paisana ensuite, qui est plus clairement située du côté indépendantiste, avec une lecture politique assumée de ce que doit être l'agriculture en Corse.

Et puis il y a la CR. Là, ça peut prêter à confusion. Mais la CR en Corse, ce n'est pas la CR du continent. Beaucoup de jeunes avaient quitté les JA. Ils ne voulaient aller ni à Via Campagnola ni à la Mossa Paisana. Ils ont récupéré ce qui était devenu une coquille vide : la CR. Dans cette CR-là, il y a des gens du terrain, politisés, avec qui on a de vraies proximités.

À cela se sont ajoutés des dissidents des JA et des dissidents de la Fédé (FNSEA). Petit à petit, on a réussi à agréger ces forces autour de ma candidature. Cette alliance ne s'est pas faite sur un accord écrit ou sur une logique d'appareil. Elle s'est faite parce qu'on a réussi à agréger des gens reconnus dans leurs filières, capables d'assumer des responsabilités. Ce qui, pour nous, est important pour atteindre d'ici 2025 une autonomie alimentaire de la Corse, de l'île.

CP - Il serait difficile de parler de votre victoire sans mentionner la mort de Pierre Alessandri, secrétaire général de Via Campagnola. En Corse, où la lutte pour la terre est centrale et se heurte à des intérêts puissants, comment tu comprends ce qui s'est passé ?

Jean-Baptiste Arena - La mort de Pierre est arrivée quelques semaines après notre victoire, même pas deux mois après. De manière directe ou indirecte, seule l'enquête pourra le dire. Mais ce qui est sûr, c'est que Pierre n'était pas quelqu'un de neutre. Il s'était opposé à certaines dérives, notamment autour du foncier.

Moi, je n'arrive pas à croire à une simple histoire de voisinage. Pour moi, ça s'inscrit dans des luttes passées, présentes et à venir. Le foncier, en Corse, reste un point de tension permanent. L'argent de la drogue se blanchit dans l'immobilier, et l'immobilier va chercher les terres agricoles, en particulier celles à forte potentialité.

Et ce qui nous a permis de tenir, et même de gagner, c'est l'appui très fort de la société civile. Cette campagne n'a pas été portée uniquement

par le monde agricole. Des habitants, des collectifs, des citoyens ont compris que ce qui se jouait là dépassait largement l'agriculture.

CP - Face à des forces syndicales installées depuis longtemps, comment avez-vous réussi à vous structurer pour gagner ? Et en quoi cette victoire est-elle aussi le produit d'une histoire longue du syndicalisme autonomiste ?

Jean-Baptiste Arena - On a mené une campagne qui s'est appuyée sur une expérience politique de long terme. Moi, j'ai 45 ans, avec derrière moi près de trente ans de militantisme et une dizaine d'années de politique plus institutionnelle. Cette expérience-là a compté. Elle nous a permis de tenir face à des forces installées, de savoir comment s'organiser, comment structurer une équipe, comment aller convaincre au-delà de notre seul camp.

On a passé beaucoup de temps à expliquer que cette élection n'était pas anodine. Qu'il ne s'agissait pas simplement de gérer une institution, mais d'exercer un contre-pouvoir. Cette manière de faire campagne, elle ne sort pas de nulle part.

Elle s'inscrit dans une histoire plus longue. L'histoire de l'agriculture corse et de ses syndicats a été traversée par des luttes portées par des femmes et des hommes qui ont tenu sur le temps long, parfois dans des contextes très durs. Aujourd'hui, sur ma liste, 90 % des jeunes qui la composaient sont issus de cette histoire-là, à travers leur famille, à des degrés différents.

À travers le monde agricole, cette victoire est aussi celle de nos aînés : celles et ceux qui, autour d'Aléria dans les années 70, ont posé les bases de la lutte autonomiste depuis la terre, les syndicats et les villages. Le soir même, j'ai rendu hommage à mes grands-parents, tous agriculteurs.

Les agriculteurs ont toujours été un réceptacle des luttes du peuple corse. Et si, aujourd'hui, cette victoire a un sens particulier, c'est parce qu'elle s'inscrit dans cette continuité.

Pour nous, ce n'est pas une lutte identitaire. C'est une lutte d'émancipation.



FAIRE PAYS CONTRE L'ÉTAT

Le syndicat ELB et la lutte pour l'autonomie paysanne basque

De la lutte pour l'indépendance basque à l'action syndicale paysanne, de la création d'institutions agricoles alternatives à la lutte contre la spéculation foncière, Panpi Sainte-Marie retrace la structuration du Syndicat ELB où la défense des paysans se confond avec celle d'un pays. Une leçon de stratégie collective, de désobéissance concrète et de construction patiente d'un contre-pouvoir enraciné.

Correspondances Paysannes - Est-ce que tu peux te présenter ?

Panpi - Alors, moi c'est Panpi Sainte-Marie, je suis de Lantabat. J'ai 62 ans, et j'ai une ferme avec mon fils, on travaille tous les deux sur la ferme. Et je suis aussi secrétaire général du syndicat *Euskal Herriko Laborarien Batasuna* (ELB). ELB a été créé comme le pendant basque de la CNSTP – l'ancêtre de la Confédération paysanne – pour les travailleurs basques, les paysans basques, et pour la défense d'un modèle de culture paysanne. On se reconnaît dans la Confédération paysanne, dont on fait partie. Et à travers la Confédération paysanne, on participe aussi aux campagnes menées à l'échelle planétaire, avec la *Via Campesina*.

Moi, à 21 ans, je me suis fait arrêter par la police française, et j'ai fait 6 ans et demi de taule, parce que j'ai appartenu à l'organisation *Iparretarrak*, l'équivalent basque du Nord de ETA. [note : basque du Nord réfère au territoire français, basque du Sud au territoire espagnol]. Voilà, je suis tombé dans la marmite militante assez jeune, sans trop de bagages, mais avec des sentiments. Je me suis engagé, parce que je voyais les problèmes qu'il y avait dans ce pays. C'était un soulèvement, déjà. Et en prison, j'en profite pour bouquiner, avec des discussions avec les camarades. On m'a formé un peu, je me suis éclairci un peu les idées, et puis j'ai appris à connaître les autres luttes à l'international, à m'inspirer des autres. Et je suis sorti à 28 ans, donc, voilà, avec l'intention de continuer la lutte, mais d'une autre façon dans le syndicalisme agricole.

CP - Ça m'intéresse beaucoup, ce que tu dis du passage de l'ETA et de ton engagement militant abertzale [gauche nationaliste basque] vers le mouvement paysan. C'est quoi la place de l'abertzalisme dans le syndicat ELB et dans la construction du mouvement paysan basque ?

Panpi - L'abertzale, c'est ce mélange de social et aussi de nationalisme intégrateur: une collectivité de destin humain qui partage des valeurs: antiraciste, antifasciste, progressiste, tolérante. Et le syndicat se veut le reflet de cette vision-là. Cependant, ELB ne se veut pas un syndicat abertzale : c'est un syndicat progressiste, avec un projet agricole, une vision de partage, de justice sociale, de gauche, mais pas abertzale. On se veut un syndicat du Pays basque, un acteur social du Pays basque. Aujourd'hui, on représente à peu près la moitié des paysans au Pays basque, ELB, en tous cas parmi ceux qui votent. Au niveau électoral, on tourne autour de 50 %, donc on représente la moitié des paysans. Et pourtant, la moitié des paysans du syndicat n'adhèrent pas au projet abertzale. Ceux qui arrivent, ceux qui adhèrent à ELB, ne sont pas forcément abertzale. Ils viennent d'abord pour le syndicat: parce qu'ils sont dans la merde, ou parce qu'ils se reconnaissent dans notre projet agricole. Par contre, la majorité des gens vraiment impliqués – dans les lieux de décision, comme le comité d'animation – sont abertzale. Donc celui qui arrive juste parce qu'il a un problème découvre qu'il y a des gens là pour lui... mais qui sont abertzale. Et parfois, ça le surprend. Parce qu'on a été très stigmatisés, ici: l'abertzalisme était lié à la lutte armée, à la violence. On nous décrivait comme enfermés, violents, extrémistes. Et là, ils découvrent que non: que ce sont des hommes et des femmes qui veulent se battre pour les autres, qui sont dans le collectif, et qui placent ce collectif dans un projet global de construction d'un pays, de réappropriation de notre culture, et aussi de création d'institutions où on pourra décider nous-mêmes de notre avenir. Et ça, à tous les niveaux. Donc ils sont surpris, et parfois, le syndicat sert de passage, de pont qui amène le paysan lambda vers des idées syndicalistes, mais aussi vers des idées abertzale. Mais pour ça, il faut être bon sur le terrain. Il faut les aider personnellement quand ils sont dans la merde. C'est ça qui fait que, je pense, au niveau régional ELB est probablement la conf' la plus dynamique, avec le plus de salariés, le plus d'adhérents, etc.



CP - J'avais envie de revenir sur un exemple d'une de ces super réussites liées au syndicat: c'est la Chambre d'agriculture autonome.

Panpi - Oui. Ça, ça a été longtemps en gestation. Depuis des années, on disait que nous faisions partie des Pyrénées-Atlantiques, un département très bicéphale, avec les béarnais d'un côté et les basques de l'autre. Et nous, on ne se reconnaissait pas dans ce cadre départemental. Ce qu'on demandait, c'était une reconnaissance, de la part de l'État français, du fait basque. Cette revendication s'est structurée à partir d'une plateforme de la société civile qui s'appelait Batera – « ensemble » en basque – et qui faisait le lien entre des partis de gauche, mais pas seulement: des associations de défense de la langue basque, de l'éducation, de la culture, beaucoup de maires, des acteurs sociaux, des syndicats. C'était vraiment très large. Et le dénominateur commun de cette coalition, c'étaient quatre revendications minimales: 1) une reconnaissance institutionnelle du Pays basque, 2) l'officialisation de la langue basque, 3) une université de plein exercice au Pays basque, 4) et une chambre d'agriculture propre aux paysans basques. Le point qui nous paraissait le plus accessible, parce qu'on avait vraiment une majorité d'agriculteurs et de maires derrière nous, c'était justement la chambre d'agriculture. À un moment, on a dit à Paris: « Vous avez deux ans pour la créer. La majorité des paysans est pour, la majorité des maires est pour, la société civile est pour. Si vous refusez, c'est un déni démocratique. » L'État n'a pas bougé. Ils pensaient qu'on bluffait.

CP - Et pourquoi tu penses qu'ils ne voulaient pas?

Panpi - Parce que ça revenait à mettre le doigt dans l'engrenage: reconnaître une spécificité basque, reconnaître que le département est réellement bicéphale. Et derrière, ils craignaient que ça entraîne la demande d'autres chambres consulaires: commerce, artisanat, etc. Ils avaient peur d'ouvrir une brèche. La veille de l'inauguration officielle de notre chambre alternative, le préfet a appelé tous les maires favorables pour les menacer,

leur dire de ne pas venir. Ça ne les a pas empêchés de venir. La chambre a été créée. Ensuite, l'État nous a mis en procès. On a gagné tous les procès sur un truc presque comique. L'État disait: « Il ne peut pas y avoir deux chambres d'agriculture, vous usurpez le nom, vous êtes des faussaires. » Mais comme la langue basque n'est pas reconnue par l'État, le terme Lurrama Ganbara – qui est juste la traduction basque de « chambre d'agriculture » – ne pouvait pas juridiquement être considéré comme une « copie » ou une « usurpation ». Ils se sont pris les pieds dans leur propre logique jacobine. Et depuis... ça fait vingt ans. On est dans le paysage. Malgré le manque de moyens par rapport à la « vraie » chambre, malgré notre statut non officiel, la moitié des paysans basques passent quand même par chez nous. Une sacrée réussite. Notre force, c'est d'avoir créé, avec ELB et d'autres, plein de structures alternatives. Mais après, il faut les faire vivre. Et ça, c'est lourd: chaque structure a un CA, un bureau, des besoins réguliers. Il faut beaucoup de militants, et du renouvellement. C'est pas simple. Parce qu'on a mis en place un pendant basque à presque chaque structure officielle: comptabilité, bio, formation, foncier, commercialisation, circuits courts, souveraineté alimentaire... C'est lourd, mais c'est aussi ce qui fait notre force: on n'est pas restés dans le discours. On a fait.

CP - Est-ce que tu peux revenir sur l'enjeu du foncier au Pays basque?

Panpi - Le foncier, ici, c'est le nerf de la guerre. Le Pays basque est devenu une zone hyper attractive, et ça change tout. On a un climat plus doux qu'ailleurs, même en hiver on a meilleur temps qu'à Paris, et en période de sécheresse on continue à être verts. Entre mer et montagne, c'est un pays magnifique. Les touristes s'en rendent compte, et beaucoup rêvent de s'y installer. Ce qui se passe, c'est que des retraités de 60 à 65 ans vendent leur appartement à Bordeaux ou Paris, font une grosse plus-value, et débarquent ici avec beaucoup d'argent. En face, les agences immobilières ont compris qu'il y avait un filon: elles vendent cher, et ça marche, parce qu'il y a de la demande et de l'argent à mettre en face. Résultat: les prix s'envolent, la côte se fait littéralement dévorer par les projets immobiliers, et les terres agricoles disparaissent. Ce qui nous désole, c'est que des locaux vendent aussi. Et on comprend pourquoi: quand tu peux toucher 100 000 euros l'hectare, beaucoup d'enfants de paysans préfèrent vendre que reprendre la ferme pour gagner un SMIC. Les terres deviennent des biens spéculatifs. Et pour nous, ça, c'est insupportable.

MARIENIA EZ HUNKI !

Ne touchez pas à Marienia !

Kanbo / Cambo-les-Bains, Pays basque, province du Labourd. À vingt kilomètres seulement de la côte Atlantique, la spéculation foncière y fait rage depuis de nombreuses années déjà. À Cambo, elle est amplifiée par l'activité thermale qui accueille des curistes 9 mois par an. Le problème n'est pas d'aujourd'hui, mais depuis 2020 et avec le développement des plateformes Airbnb et Abritel, le nombre de logements saisonniers explose. Environ +30 % de 2021 à 2023, 300 logements basculés vers le saisonnier en 3 ans sur une commune de 6700 résidents. Pour la plupart des habitants, et surtout pour les plus faibles revenus, se loger devient un parcours du combattant.

C'est dans ce contexte explosif que la bataille de Marienia fait rage depuis plusieurs années : 5 ha de prairie, plates comme la main, une denrée rare pour les agriculteurs du coin. Cette parcelle, baptisée Marienia du nom de l'établissement de soins d'à côté, est mitoyenne avec la commune voisine : Itxassou. Mais voilà qu'en 2019, la communauté d'agglomération Pays basque valide le PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Cambo en passant les 3,7 ha du plateau de Marienia situés sur la commune, en constructible. En 2023, elle validera celui d'Itxassou avec les 1,3ha restant en « agricole à préserver » ... Pour la cohérence territoriale, on repassera !

Le parti d'opposition de la municipalité, *Nahi Dugun Herria* (la Commune que nous voulons), dénonce depuis des années déjà cette proposition de PLU disons ... bancale. En effet, pour masquer et compenser cette destruction nette de terres agricoles, des jardins privés du centre urbain ont été classés en agricole. Curieux, non ? Le fait que le propriétaire des terres de Marienia ait été par le passé co-président de l'Aviron Bayonnais (Rugby) en même temps que le maire actuel de Cambo ne peut faire l'objet d'aucune accusation. Prenez le comme une information banale sur les forces en présence autour de l'autel sacrificiel de ces terres agricoles. Le projet immobilier est déjà sur la table : Bouygues Immobilier veut racheter ces terres pour 3 millions d'euros et y construire un lotissement et des logements sociaux. Alors que Cambo possède encore des terrains constructibles à l'intérieur de la zone urbaine, qui jamais ne seront cultivables, que des établissements de soins demandent à être réhabilités en logements, la mairie s'acharne à vouloir construire à l'extérieur de la ville, restant sourde à toute alternative et tout dialogue. Et au passage, un éleveur perd l'usage de très belles terres agricoles...

Le CADE Pays basque (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement) et Lurzaindia (Foncière Agricole) lancent des recours juridiques contre le permis de construire et le PLU. Ces procédures nous amènent jusqu'en 2022. Le maire refuse de recevoir les opposants au projet, et en l'occurrence, les acteurs du territoire que sont les paysans. Le syndicat ELB, affilié à la Confédération Paysanne, organise une première manifestation en tracteur, rejoint par la FDSEA.

1000 personnes, 80 tracteurs, la mobilisation est bonne. En fin d'année, Bouygues Immobilier expose dans une agence à Anglet la maquette du projet de Marienia. Le 17 décembre 2022, une trentaine de militants du collectif OSTIA, nom donné aux Soulèvements de la Terre de chez nous, s'introduisent dans l'agence en présence des médias et recouvrent de terre la pauvre maquette, signifiant par là que la parcelle resterait un pré. Quelques jours plus tard, 4 militants sont interpellés chez eux à 6h du matin par des hommes encagoulés puis placés en garde à vue. Le collectif écoperà de 2000 € d'amende et 5900 € de dommages et intérêts. Le 10 avril 2024, devant le refus répété de la mairie de Cambo de s'entretenir avec le syndicat ELB, Lurzaindia, le CADE et OSTIA, les paysans envahissent le conseil municipal pour en empêcher la tenue, en présence des médias, en faisant le maximum de bruit avec des bâtons frappés au sol, des cloches de brebis, des casseroles ... Plusieurs minutes passent, mais le maire ne semble pas décidé à suspendre la séance. Le bras de fer est engagé et durera 2 heures ! Oui, 2 heures chronomètre en main, dans un bruit assourdissant obligeant les conseillers municipaux à communiquer entre eux par sms. Le maire affiche enfin à l'aide du vidéo projecteur : « La séance est suspendue ». S'ensuivra à sa sortie une petite bousculade amplifiée par les gendarmes où, sans doute étourdi par le vacarme, il perdra l'équilibre.

Le lendemain, il dira à la presse qu'il n'y a pas eu d'agression, puis changera d'avis une semaine après avec son premier adjoint, sans doute pressé par la préfecture de ne pas laisser passer une telle atteinte à la figure d'autorité qu'il représente. Rebelote, arrestation de 3 manifestants manu militari à domicile, accusés d'agression sur élus de la République, d'entrave à la démocratie et de dégradation du parquet de la salle du conseil. Les revers juridiques commencent à s'accumuler, tant sur la légalité du projet immobilier (PLU, permis, ...) que sur les sanctions portées aux manifestants. La Communauté d'Agglomération



Pays basque défend son PLU en soutenant que la parcelle n'a que peu de valeur agricole et, malgré les preuves contraires, le mensonge suffira.

Dans l'opinion publique, l'affaire est jouée. Mais les travaux n'ont pas encore commencé. Nous essayons de passer par la voie politique à la communauté d'agglomération: un groupe d'élus qui soutient notre cause a demandé à ce qu'un débat ait lieu en assemblée plénière. Le président s'y est engagé, mais sa parole ne vaut rien.

Nous ne pouvons pas rester suspendus à ses lèvres, alors que les parapluies juridiques se ferment un à un. Il nous faut reprendre le récit médiatique en main par l'action sur le terrain. Après quelques mois de gestation, le 30 avril 2025, 2 tracteurs du Syndicat ELB labourent 5000m² de la parcelle de Marienia. Les 5 structures meneuses de la résistance annoncent un chantier participatif le 17 mai, pour y planter et semer des pommes de terres, des courges, du piment doux du Pays basque, du maïs population et des tournesols géants. Plus de 500 personnes ont participé à cette journée où le serment des bâtons a retenti et où le chantier de plantation en moins d'une heure fut fini, avec un public de tous âges et de tous bords. Par cette action, nous avons:

1. Envoyé un message à la population, aux élus et au promoteur que la lutte est loin d'être terminée et qu'elle pourrait encore s'aggraver sous forme de ZAD si des engins de chantiers arrivaient;
2. Repris l'initiative dans le récit médiatique avec plusieurs chantiers participatifs et une récolte en vue;
3. Montré une résistance constructive, nourricière et collaborative;
4. Tordu le coup à un préjugé populaire tenace qui

est qu'une prairie n'est pas de l'agriculture.

5. Acquis une expérience collective de résistance sur le terrain sans s'épuiser

Le potager a germé et poussé en bord de route au yeux de tous, sans engrais et sans arrosage. Fin juillet, le propriétaire de la parcelle vient avec deux membres de sa famille détruire les courges et les piments, couper les maïs et les tournesols déjà hauts et peut-être hautains. Le 2 Août, nous répondons du tac au tac avec un chantier éclair et peu coûteux en fabriquant 25 épouvantails. Les médias montrent les dégâts sur la parcelle ainsi que nos créations artistiques, garantes de la protection des plantations face aux « vautours spéculateurs ». L'opinion publique est reconquise, la presse également. Arrive la récolte des pommes de terre début septembre: 150 personnes présentes pour 2 tonnes récoltées en 1h30 de travail. Une mobilisation encore à la hauteur et un butin qui nous aidera à épouser les frais de justice.

Début Octobre, nous avons semé du blé population « blanc de Savoie » pour occuper la parcelle au moins jusqu'aux élections municipales prochaines qui offriront peut-être un tournant dans cette affaire. Sinon, nous continuerons!

LE PROCÈS DE L'AGRO-INDUSTRIE

Témoignage issu du procès de 12 militant·es à Lorient

Le 15 décembre 2025 se tenait au tribunal judiciaire de Lorient la première audience du procès de 12 militant·es (dont la grande majorité installés ou en cours d'installation). Ils étaient accusés d'avoir entravé et détruit une partie d'une cargaison de blé à destination d'une usine de transformation alimentant les élevages hors sols des fermes-usines de l'Ouest. L'accusation n'apportait rien de nouveau qui ne soit déjà dans l'enquête du juge d'instruction. En revanche, la brochette de parties civiles, dont l'ensemble des échelons de la FNSEA (France, Bretagne, Morbihan) et quelques coopératives en ont pris pour leur grade. Le tribunal a été retourné en tribune. 12 déclarations, 5 témoins, 3 plaidoiries. On leur en a mis plein la tronche ! Nous publions ici l'une des 12 déclarations.

Madame la présidente,

À ce moment précis j'ai une pensée pour les Gentianes des marais cachées sous la lande, les Salamandres tachetées au coin des pierres fraîches ou encore pour la Linotte mélodieuse perchée sur la ronce. Un échantillon de scène de vie de ma campagne. J'ai appris très tôt à regarder le vivant, à le nommer, à le comprendre. Par sensibilité bien sûr mais aussi parce que la science m'a appris que ce qui n'est plus nommé finit par disparaître. Comme naturaliste et écologue professionnel, j'ai passé des années à assister à l'effondrement des espèces qui s'éteignent et aux paysages qui se vident. J'ai participé à mesurer les preuves de ce qui reste et de ce qui s'en va, à documenter le silence qui s'installe.

Et puis j'ai compris que les chiffres ne suffisaient pas, que savoir ne suffisait pas, que savoir ne protège pas tant que ceux qui savent se taisent. Car ce n'est pas un effondrement passif, c'est une éradication assumée par l'industrialisation de l'agriculture dont nous avons d'illustres représentants aujourd'hui dans ce tribunal en la présence d'une partie des plaignants et des parties civiles. À cause d'eux les charrues

s'élargissent, les pulvérisateurs s'allongent, les parcelles s'agrandissent, le silence gagne du terrain.

Alors j'ai choisi d'agir... en devenant agriculteur, pour tenter de réparer, à mon échelle, ce qui pouvait encore l'être. Sur ma ferme, je cultive, j'élève, je nourris, j'accueille le vivant, de plus en plus même, et la ferme est connue pour cela ! Et je peux dire d'expérience, comme d'autres, qu'une autre agriculture est possible et ne relève pas de l'utopie.

Mais en m'installant agriculteur, j'ai aussi découvert l'autre face de notre système de production alimentaire. J'ai cherché le dialogue en me syndiquant à la Confédération paysanne du Morbihan. J'ai participé à des commissions, à des réunions, à la chambre d'agriculture, à la préfecture, avec des députés. Nous avons proposé des alternatives sérieuses et documentées. Ces démarches n'ont pas été inutiles, mais elles n'ont manifestement pas permis d'infléchir la trajectoire sur laquelle nous sommes et qui nous inquiète. Les décisions de politiques publiques restent orientées par les mêmes logiques industrielles. Par ces géants qui se disent au service des agriculteurs mais qui nous enchaînent à l'endettement, qui nous poussent à agrandir toujours plus, à produire toujours plus, quitte à ce que ce soit jusqu'à l'épuisement. Alors même que les dirigeants de ces coopératives touchent des salaires mensuels qui dépassent bien plus ce que nous pouvons envisager de gagner sur une année (n'est-ce pas Le Gouessant !).

J'ai compris que notre impuissance était en réalité organisée. Protégée par des intérêts puissants et un faux débat démocratique. Les décisions sont prises ailleurs, dans les conseils d'administration des coopératives, dans les bureaux de la FNSEA, le seul syndicat qui a inventé la co-gestion ministérielle, aux manettes de la politique agricole nationale depuis bientôt 80 ans avec le pire bilan que l'on pourrait imaginer. Je serais couvert de honte d'avoir des responsabilités dans ce syndicat !

En résumé, j'ai été le scientifique que l'on n'écoute pas et le paysan que l'on ignore. J'ai épuisé les recours comme ils ont épuisé la terre. Mais je considère que se taire serait une faute. C'est pour cela que j'ai soutenu l'action du 19 mars 2022 : une action collective, pacifique, nécessaire, pour rendre visible ce que l'on ne

veut pas voir en face. Cette action a permis d'interrompre un symbole pour montrer un système lancé contre le vivant et contre lui-même.

Je pense qu'il y a quelque chose de plus important que la perte de quelques tonnes de blé. Il s'agit d'une idée que l'on poursuit. L'idée qu'une autre agriculture est possible. L'idée que nourrir et préserver l'environnement peuvent aller ensemble. L'idée que les citoyens ont le droit et le devoir d'alerter quand les institutions échouent. C'est cette idée que nous défendions ce jour-là. C'est elle qui nous a conduits ici. Et c'est elle qui continue de guider nos vies, bien au-delà de ce procès.

Je reconnais ma participation à cette action de désobéissance civile, après avoir tout tenté par les voies légales. Mais je ne reconnais pas les faits qui me sont reprochés. Je considère que la responsabilité morale du désastre écologique et social actuel appartient à des décennies de politiques agricoles aveugles, pas à une alerte citoyenne de quelques minutes.

Entre rester silencieux et résister, j'ai choisi de résister. Une résistance qui résonne aujourd'hui dans cette salle et qui continuera de résonner bien après ce procès.

Par nous. Et bien d'autres.
Je vous remercie de votre attention.

“ J'ai compris que notre impuissance était en réalité organisée.”

UPA COTENTIN

Une première qui en appelle d'autres

La première formation proposée par l'Université de la Paysannerie et de l'Artisanat (UPA) Cotentin a réuni sept étudiant·es aux profils variés au mois d'octobre 2025 au sein de la ferme Hébé à Néhou (50). Le bilan de cette session d'expérimentation est encourageant et ouvre de nombreuses perspectives.

APPRENDRE EN FAISANT: UNE MÉTHODE QUI FONCTIONNE

L'association, qui a pour but de lier la paysannerie et l'artisanat et de permettre de découvrir les facettes des différents métiers complémentaires à ceux de l'agriculture, a vu ses objectifs atteints grâce à l'implication des artisan·es qui ont partagé leurs savoir-faire et aux paysans du GAEC Hébé. Pendant ces quatre semaines de formation aux côtés d'Aurélien et Emmanuel, les étudiant·es ont pu acquérir une vision d'ensemble des techniques de la production maraîchère et de ses défis, découvrir les circuits de commercialisation des produits et pour certain·es mûrir leurs différents projets en les alignant avec les valeurs agroécologiques et politiques portées sur la ferme.

En parallèle, et sous la houlette d'Antoine notamment, membre de l'association Les Démanché·es qui fait partie du réseau de l'Atelier Paysan, *Soudons, fermes!*, ils ont été sensibilisés à l'autonomie technologique lors d'un atelier d'apprentissage de la soudure à l'arc. Pendant deux jours, ils ont appris à réparer des outils et ont perfectionné le lit de désherbage de la ferme, une machine créée sur mesure avec des tubes en acier, des roues et pédales de vélo et des sièges de voiture à laquelle ils ont ajouté une structure d'attache pour une bâche de protection.

Ils ont également pu cuisiner les légumes de la ferme et les nombreuses herbes comestibles sauvages qu'ils ont appris à reconnaître et cueillir avec le naturaliste Jocelyn et Victor le chef d'un restaurant gastronomique. Une expérience aussi enrichissante que gourmande, de même que la fabrication du pain au levain avec la boulangère Maëla. Un atelier d'écoconstruction avec Thomas, artisan à la coopérative les Chantiers de demain, ainsi qu'un atelier de découverte de la filière textile naturelle et de la teinture végétale avec Julie sont venus compléter l'apprentissage des savoir-faire artisanaux. En guise de fil rouge, une large place a été donnée à l'analyse des enjeux agricoles, avec notamment

quatre demi-journées pour arpenter le manifeste de l'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines*, et discuter autour de tables rondes, avec en prime une soirée ouverte au public animée par Jean-Claude, qui avait contribué au travail collectif pour ce livre.

VERS UNE PÉRENNISATION DU MODÈLE

Une demi-journée a été consacrée à réaliser collectivement le bilan de cette première session d'expérimentation. Et il en ressort que les étudiant·es ont été convaincu·es par la variété et la qualité du contenu de la formation et par le caractère bénévole du projet qui, même s'il représente un challenge en termes d'organisation, a été néanmoins plébiscité par les intervenant·es. L'intérêt de la gratuité d'un tel modèle pour en garantir l'accès à toutes a été conforté et la richesse des échanges grâce à la participation des différent·es intervenant·es est un atout du projet.

Le choix du format de quatre semaines de formation semble être un équilibre cohérent entre accessibilité, immersion dans une ferme et possibilité de proposer un contenu suffisamment varié et riche. Mais parce que toutes ont pu ressentir de la frustration de ne pas avoir «le temps de prendre le temps» dans ce programme tout de même bien chargé, il sera étudié la possibilité d'allonger un peu la formation pour en réduire la densité qui reposait sur 5 jours d'activité par semaine pour 2 jours de repos.

La prochaine session de formation devrait avoir lieu au printemps 2026 et de nombreuses idées d'ateliers ont déjà été proposées parmi lesquelles la mécanique, la menuiserie, l'électricité, l'élevage, la transformation laitière, l'affouage ou encore l'apiculture et la vannerie. L'UPA Cotentin cherche donc plus que jamais à développer son réseau de fermes et d'artisan·es partenaires, à fédérer des forces vives, des paysan·nes et des artisan·es prêt·es à s'impliquer bénévolement dans le projet pour partager leurs savoir-faire avec les futur·es étudiant·es.

DUPLIQUER

Le modèle repose sur le bénévolat et la gratuité, ce n'est pas tout à fait une évidence quand on réfléchit à une activité de formation. Mais l'horizontalité, la souplesse, l'autonomie, la pérennité et la duplicité «facile» du format ont, pour le moment et jusqu'à ce que ces premières conclusions soient éventuellement remises en question, convaincu l'ensemble des parties prenantes de poursuivre dans cette direction.

L'accueil à la ferme calqué sur le modèle du *woofing* permet de mettre l'agriculture et le mode de vie paysan au cœur du projet, c'est-à-dire qu'il est question d'apprendre en faisant. Et le temps important donné par les paysan·nes est évidemment précieux pour eux et pour les autres. Mais il est primordial que du temps d'échanges (à la fois sur le détail des pratiques concrètes, les gestes, les postures, sur les aspects théoriques d'agronomie et sur l'organisation du travail et des prises de décision) soit accordé aux personnes venues découvrir et apprendre durant ce mois.

Et ce temps de formation donné par les paysan·nes, on l'espère et on essaye de le faire ainsi, est compensé par les coups de main donnés par les étudiant·es. C'est sur ce modèle du troc, de l'échange, du partage, du bénévolat qu'est construite l'UPA. L'association créée pour donner un cadre juridique, et ses membres, doivent s'assurer que les deux parties "jouent le jeu" de la réciprocité et qu'à aucun moment le projet ne tombe dans les travers parfois constatés du *woofing* sur certaines fermes où les aidant·es sont utilisés·es comme palliatif à un manque chronique de main-d'œuvre et/ou de moyen de rémunérer des personnes potentiellement intéressées pour travailler dans une ferme.

Afin de permettre la duplication du modèle, que des UPA voient le jour sur les territoires et d'éventuellement se fédérer, nous envisageons la création de supports théoriques à partager, des programmes, des méthodes, et un guide pratique pour amorcer la constitution d'une UPA. Nous restons également à disposition pour répondre aux éventuelles sollicitations afin d'échanger avec celles et ceux qui voudraient se lancer dans l'aventure de la formation libre, gratuite et émancipatrice. Mais d'ores et déjà quelques éléments clefs nous semblent évidents pour démarrer: une ferme, de la logistique pour les étudiant·es, c'est-à-dire de l'hébergement dans de bonnes conditions, et des artisan·nes prêt·es à donner un peu de leur temps et à partager leurs savoir-faire. C'est à la fois beaucoup, mais simple.

Pour conclure, nous sommes heureux d'avoir réussi à donner accès à la ferme à des personnes porteuses de projets agricoles ou non, entre 20 et 40 ans, habituées à la ruralité ou urbaines. Bref, nous avons participé à "ré-empaysanner" les esprits et donné du grain à moudre à celles et ceux qui ont fait le choix de pousser la barrière de l'UPA Cotentin pour entrer sur la ferme et dans les ateliers. Pour être tout à fait franc, il est rare d'être face à une situation,



une initiative, qui dépasse les attentes initiales des différent·es acteur·trices et c'est un moment qui galvanise et donne de l'énergie pour poursuivre et développer les luttes paysannes.

L'UPA Cotentin

RIEN NE SE PERD, TOUT SE VEND...

Même les droits aux subventions agricoles

Dans un contexte de crise et de profonde mutation du monde paysan, de nombreux obstacles entravent l'installation paysanne malgré quelques dispositifs d'État qui tentent de les soutenir. Parmi ces embûches et non des moindres, le prix de vente des fermes et des terres, fruit de logiques de capitalisation pour tenter de pallier le faible revenu paysan. Capitalisation allant jusqu'à la marchandisation des droits d'accès aux subventions issues de la politique agricole commune.

L'installation de jeunes agriculteurs est un des enjeux majeurs des années à venir en France alors que 55 % des paysans partiront à la retraite dans les 10 prochaines années¹. Autant de fermes qui seront mises en vente, posant un défi de taille: favoriser l'installation d'un plus grand nombre d'agriculteurs et d'agricultrices pour maintenir des campagnes vivantes ou poursuivre la course à l'agrandissement, avec des exploitations toujours plus grandes, plus mécanisées, et de moins en moins de femmes et d'hommes sur les fermes.

Malgré des dispositifs de la politique agricole commune (PAC) destinés à soutenir les installations, de nombreux freins entravent l'accès au foncier agricole: flambée des prix des hectares, sur-évaluation des fermes en vente à travers la surcote des bâtiments et du matériel pour faire face aux maigres pensions de retraite de la profession, mais aussi mise en vente des droits au paiement de base (DPB), des droits aux subventions distribués par l'État dont la marchandisation tend à se généraliser.

Les DPB, c'est quoi ?

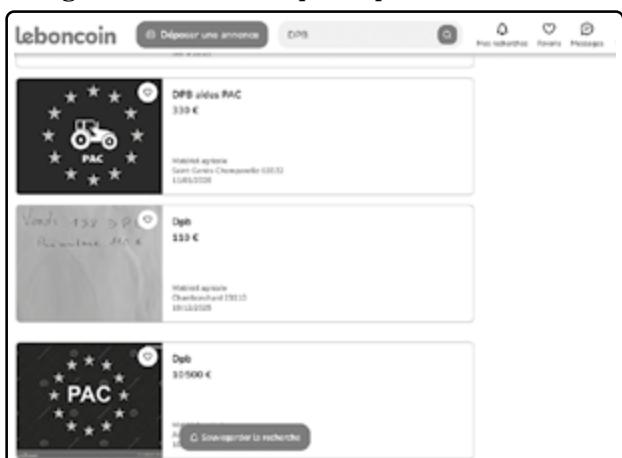
Les droits au paiement de base ont été introduits en France lors de la réforme de la politique agricole commune en 2015. Leur objectif : répartir les aides agricoles européennes en fonction de la taille des exploitations et de leur production. Concrètement matérialisé sous forme d'unité, chaque DPB ouvre droit à une subvention pour un hectare cultivé, en moyenne 127 euros par hectare². Sans DPB, impossible d'accéder aux subventions européennes. Lors de la vente d'une ferme ou de terres agricoles, ces droits sont donc transférables par simple déclaration, ou accessibles via un fonds de réserve.

Ce dernier, réservé principalement aux jeunes agriculteurs ou aux récents installés, comporte des conditions strictes d'accès, et dans la pratique une seule demande au fonds de réserve est possible par exploitation. Initialement très disparates et décriés car jugés inégalitaires, les montants des DPB variaient fortement selon les filières : autour de 50 euros par hectare pour des prairies d'élevage, 350 euros pour des céréales, et jusqu'à 1 000 euros pour une production de tabac ou 1 200 euros pour le houblon. Afin de limiter ces écarts, la réforme de la PAC 2023 a introduit un mécanisme dit de convergence, visant à uniformiser progressivement les montants jusqu'à 2025. Mais en parallèle, un phénomène préoccupant s'est développé: la marchandisation des DPB eux-mêmes.

Un droit aux subventions devenu marchandise

Les Droits au Paiement de Base (DPB), considérés légalement comme des actifs agricoles, peuvent dès lors être vendus comme les terres, les bâtiments ou le matériel. Leur encadrement reste flou et un marché s'est peu à peu développé, notamment pour compenser les pensions de retraite souvent bien modestes des agriculteurs malgré une récente revalorisation à 85 % du SMIC, soit 1177 euros par mois au 1^{er} janvier 2024³. Ces droits sont désormais valorisés et revendus, parfois au prix de deux à trois années de subvention, et cela sans aucun plafond ni encadrement. Une unité de DPB, qui rapporte 120 euros par hectare et par an, est alors cédée entre 200 et 350 euros. Ces transactions, parfaitement légales, figurent même parfois dans des actes notariés aux côtés des terres ou des équipements agricoles.

On retrouve même aujourd'hui un marché des DPB sur leboncoin, la DDT allant parfois jusqu'à inviter les agriculteurs à en acquérir par ce biais⁴.



Au-delà de l'absurdité de la situation, ce phénomène agrave les difficultés d'installation pour les jeunes agriculteurs. Malgré les différents dispositifs d'aides à l'installation, l'inflation des prix - alimentée de surcroît par la marchandisation des DPB - participe à favoriser les grands propriétaires et détenteurs de capitaux dans une spirale de concentration des terres.

Deux exemples pour illustrer ces aberrations :

- En Indre-et-Loire, sur le plateau céréalier de Reignac, de jeunes agriculteurs installés en coopérative ont dû batailler pour acquérir des terres. Lors d'une vente récente, terres, bâtiments, matériel et DPB furent regroupés dans un même lot indivisible, comme c'est souvent le cas, avec pour mot d'ordre : « c'est tout ou rien ! ». Autrement dit, la somme nécessaire à l'acquisition d'un hectare n'était plus de 8 700 euros comme détaillé dans l'annonce, un prix déjà en nette hausse depuis dix ans, mais s'élevait in fine à 12 000 euros. Couplée à celle des bâtiments et du matériel déjà surcotés, la vente des DPB a ainsi contribué à faire grimper le prix de l'hectare d'un tiers de sa valeur pour atteindre des sommes vertigineuses, malgré l'accompagnement de la SAFER⁵.

- En Anjou, dans l'affaire très médiatisée de la ferme de Dénée, des jeunes agriculteurs ont été écartés au profit d'investisseurs ayant offert de leur plein chef 60 000 euros pour les DPB. Ce montant, trois fois supérieur à l'aide qu'ils permettent d'obtenir en un an, aurait selon plusieurs témoignages pesé dans les négociations. Une large mobilisation citoyenne a dénoncé des arrangements douteux, pointant du doigt le rôle de la SAFER pourtant chargée de garantir une régulation des ventes et de prioriser les dossiers à l'installation plutôt qu'à l'agrandissement.

Un paradoxe assumé, SAFER et DDT complices actives ou silencieuses

La SAFER semble assumer ouvertement l'accompagnement de ventes dans lesquelles les DPB sont valorisés séparément, tant cela apparaît ouvertement dans les annonces de vente publiées. En validant ainsi leur valorisation distincte, l'agence participe à inscrire cette pratique dans la durée, légitimant indirectement l'attribution d'une valeur arbitraire de ces droits au profit des vendeurs. Ce nouveau marché soulève également des questions de déontologie quant aux sources de financement des SAFER. En effet, malgré une mission d'intérêt collectif de veille sur le foncier agricole et d'accompagnement du développement local, l'Etat a décidé de supprimer leur financement direct en 2016. Depuis, leur fonctionnement

repose quasi exclusivement sur un pourcentage tiré des ventes qu'elles accompagnent, créant ainsi une situation paradoxale. Ces agences, censées favoriser l'installation, garantir la transparence et alerter les pouvoirs publics sur les dérives du marché foncier, dépendent désormais du volume de biens dont elles arbitrent les ventes. Elles se trouvent ainsi financées en partie par les mécanismes de surcote et la marchandisation des droits aux subventions, des pratiques qui participent directement à rendre l'accès à la terre encore plus difficile pour les nouvelles générations d'agriculteurs. En d'autres termes, leur financement est alimenté par les dérives qu'elles sont censées prévenir... Un véritable paradoxe au vu et su de tous dans le monde agricole.

Un marché aux subventions légalisé, là où d'autres y voient un outil pour une mutation du modèle agricole

Des initiatives locales montrent qu'un autre modèle agricole est possible. À la Coopérative paysanne de Belêtre, en Touraine, des jeunes agriculteurs ont démontré que l'installation collective peut transformer les logiques de spéculation tout en revitalisant les campagnes. En mutualisant le matériel via leur coopérative et en confiant terres et bâtiments à la foncière Terre de liens, ils sortent ces actifs du cycle de capitalisation tout en permettant l'équivalent de huit temps-pleins sur une ferme de 152 hectares.

Selon eux, « l'urgence c'est de privilégier le nombre d'agriculteurs installés plutôt que la concentration des terres... On a besoin de femmes et d'hommes dans les fermes ! C'est un vrai enjeu de justice sociale et d'avenir. On ne peut pas demander aux anciens de renoncer à la valorisation de leurs biens sans leur garantir une retraite digne. Mais de là à vendre des droits aux subventions publiques ? Comme si, dans un monde où l'aide publique est devenue vitale, on marchandisait les droits au chômage ou aux allocations familiales. On marche vraiment sur la tête... »

Notes:

1. Données INSEE 2019: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717#titre-bloc-13>
2. Source relevés PAC 2024
3. Source MSA 25/01/2024: <https://www.msa.fr/lfp/retraite/revalorisation-retraites-agricoles-loi-3-juillet>
4. Recherche DPB leboncoin.fr : <https://www.leboncoin.fr/recherche?ext=DPB&kst=k&pi=5786142c-efc5-4fa1-8072-6b54704de174>
5. La SAFER, Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural, est une institution française créée en 1960 avec la loi d'orientation agricole. À travers des agences réparties dans chaque département, elle a entre autres pour mission de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs, d'assurer la transparence du marché foncier rural et d'alerter les pouvoirs publics.

DES CHANTIERS CONVIVIAUX POUR SOUTENIR L'AGRICULTURE PAYSANNE

Les Brigades d'action paysannes de Belgique

Les Brigades d'action paysannes (BAP) sont un réseau citoyen solidaire et d'éducation politique pour comprendre les réalités et l'importance de l'agriculture paysanne et du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Organisées en « Locales » à travers la Belgique et soutenues par les associations FIAN Belgium et Quinoa, les BAP mettent sur pied des actions et chantiers en soutien aux paysan·nes et animent un réseau présent lors de mobilisations visant à transformer le système alimentaire.

À 1000 km de là, en Bourgogne, un petit groupe d'ami·es a commencé à organiser des journées de soutien aux paysan·nes voisin·es. En voulant structurer leur collectif, iels se sont posé·es de nombreuses questions qu'iels ont adressées aux BAP, actives depuis huit ans, et désireuses de partager leur expérience afin de faire émerger de pareilles initiatives au-delà des frontières belges¹. Sont retranscrites dans cet article les réponses de Fenouil et Fraise, « brigadiistes »² et facilitateur·ices sur les chantiers.

Pour commencer, on se demandait quelles sont les fermes que vous allez aider ?

Fenouil - Généralement ce sont les fermes qui nous contactent et il y en a assez pour qu'on n'ait pas besoin d'aller en chercher davantage. La plupart des fermes font partie du large réseau d'associations auquel sont bien intégrées les BAP. Souvent les agriculteur·ices font partie soit d'un petit mouvement, le MAP (Mouvement d'Action Paysanne), soit de la FUGEA, troisième syndicat agricole francophone. Parfois iels ne sont pas syndiqué·es. La question pour nous, c'est plutôt : à quel moment une ferme a besoin d'aide ? On se demande aussi si les agriculteur·ices ont des manières de travailler respectueuses de l'environnement. Et notre contrainte posée c'est que la production agricole soit la principale source de revenus, quelle que soit l'activité.

Grâce à votre site internet³, n'importe qui peut s'inscrire à des chantiers. Est-il difficile de trouver du monde ?

Fraise - En 2024, on a eu 75 chantiers et il y a eu 400 inscriptions, avec des gens qui viennent plusieurs fois. Et en 2025 on a plus que doublé le nombre de participations et réalisé 100 chantiers, dont 20 ont eu lieu sur des fermes pour lesquelles c'était le 1^{er} chantier avec les BAP.

Fenouil - Si le chantier est bien planifié à l'avance et qu'on a pu suffisamment en faire la promotion, on a le monde qu'on souhaite. Mais même non remplis, on les maintient ! Un coup de main de deux ou trois brigadiistes reste un coup de main important !

Les fermes où ont lieu vos chantiers sont-elles en difficulté ?

Fenouil - Je dirais 50/50. Il y a pas mal de fermes où on intervient pour donner un coup de boost et faire en sorte que la saison ne soit pas mise à mal. Il y a beaucoup de chantiers qui sont aussi uniquement liés à des petits retards. Pour les fermes en installation, ça booste de voir que des personnes sont prêtes à se bouger pour venir te rencontrer et voir ta ferme.

Fraise - Par exemple, la semaine prochaine, il y a un chantier de taillage de haies. L'agriculteur a de nouvelles parcelles, grâce à Terre-en-Vue⁴, mais elles ont été laissées à l'abandon et les haies ont bouffé les clôtures. Donc il ne peut pas y mettre ses vaches pour l'instant. Si les brigades n'interviennent pas, il y en a encore pour des semaines de travail. Le chantier d'après, c'est pour l'inauguration d'un atelier de boulangerie qui a pris du retard.

Pour les paysan·nes qui n'ont pas les moyens d'employer des salarié·es, il existe des formes de soutien instituées pour combler le besoin de bras supplémentaires comme le *woofing* ou le recours à l'aide des « mangeurs⁵ ». Est-ce réellement utile d'ajouter une nouvelle couche à ce qui existe déjà ?

Fraise - Une partie des paysan·nes que j'ai rencontré·es accueillent en *woofing*. Mais parfois cette aide n'est pas suffisante. Par exemple, un maraîcher a déménagé et il fallait qu'il replante vite pour avoir des légumes à donner à ses mangeurs abonné·es à ses paniers. Il a une serre entière à faire, il faut planter 300 plants de tomates, 600 salades... Même s'il demande à ses mangeurs, ce n'est pas assez. On intervient sur des grosses tâches parfois urgentes. Clairement, je pense qu'on vient vraiment compléter ces offres-là.



Fenouil - Sachant qu'avec les brigades il y a une limite annuelle qui a été mise à 3 chantiers par ferme. Généralement, les fermes demandent de l'aide une fois à l'année. Ce qu'on amène en plus sur les chantiers, qu'il n'y a pas avec *woofing* ou autre, c'est l'éducation politique. On prend le temps, sur chaque chantier, de discuter des réalités de l'agriculture paysanne: on est d'ailleurs en train de créer un jeu de cartes pour aider les personnes sur chantier à aborder toutes sortes de sujets (tailles des fermes, PAC, installation paysanne, reprise de fermes....).

On s'est aussi questionné sur la notion d'autonomie paysanne. On a parfois l'impression qu'il existe une injonction à se débrouiller sans aide extérieure, comme si c'était faire l'aveu que la ferme ne fonctionne pas.

Fenouil - Je trouve que le modèle «agriculturel» qu'on a aujourd'hui a copié quelque chose qui est propre au fonctionnement économique: «débrouille-toi tout seul et si tu n'y arrives pas, c'est pas fait pour toi.» Alors que si on regarde bien, l'agriculture de base ça ne fonctionne que parce qu'il y a une communauté autour. Les fermes ont toujours fonctionné en famille et avec l'aide des villages à certains moments. Sans ça, les petites fermes n'ont pas les moyens de survivre aujourd'hui. Elles ne sont absolument pas soutenues politiquement et économiquement. Et le but, c'est que les BAP viennent un peu remplir le rôle que les villages, souvent, n'ont plus à l'heure actuelle. Le but c'est aussi, par ces chantiers, d'amener un peu de joie et de convivialité sur la saison quand un agriculteur ou une agricultrice en a besoin.

Y a-t-il des prolongements aux chantiers ?

Fenouil - Les chantiers peuvent créer un lien entre les bénévoles et les agriculteur·ices qu'on aide. Il y a des personnes qui restent en lien avec l'agriculteur ou l'agricultrice et finissent par venir à l'année, de temps en temps. Il y a aussi des personnes qui commencent carrément à travailler dans des fermes par la suite ou qui se lancent

dans une formation pour devenir elles-mêmes agricultrices. Les BAP peuvent être une porte d'entrée pour aller plus loin. On ne l'a pas encore dit, mais les BAP sont aussi une porte d'entrée à la militance.

D'ailleurs, quel rapport ont les BAP avec les mouvements de lutte ?

Fraisse - On ne se retient pas d'être dans une forme de militantisme: on va manifester avec le bloc paysan, on est plusieurs à rejoindre d'autres mouvements. La lutte est intersectorielle. Chaque année, on aide à l'organisation et on mobilise pour la Journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril.

Fenouil - Je suis d'accord, toutes les formes de soutien, de militance et d'activisme sont les bienvenues aux BAP, le soutien aux fermes n'a pas de sens sans actions pour exiger des changements structurels qui modifieront les rapports de forces actuels. C'est la force des BAP: offrir un terrain d'entente aux différent·es militant·es pour penser et travailler ensemble le mouvement.

Quelles perspectives dans l'avenir ?

Fenouil - Il y a une volonté de faire du lien avec les mouvements de luttes pour être plus efficace et faire front commun. On travaille aussi avec le noyau dur des bénévoles sur l'autonomie et l'autogestion du réseau. On a aussi envie d'améliorer notre communication pour parler des différentes manières d'être bénévoles dans les BAP, montrer que chacun·e a sa place.

Fraisse - Et évidemment faire essaimer encore et encore le modèle, que ce soit en Belgique ou ailleurs !

Notes:

1. Voir par exemple en France: <https://www.cas38.fr/blog/>, <https://www.touspaysans.fr>
2. Nom des bénévoles chez les BAP
3. www.brigadesactionspaysannes.be
4. Asso belge équivalente à Terre de lien
5. Équivalents belges des adhérent·es des AMAP.

ON L'A EU ! MERCI MADAME !

Récit de galère d'une paysanne avec la MSA

Lutte auprès de la MSA pour obtenir le statut de « co-exploitante » sans avoir recours au numérique.

À l'issue d'une épopée de 10 mois, nous avons finalement obtenu l'affiliation de Samantha en tant que co-exploitante sans avoir recours à l'identité numérique. Une petite victoire qui ne doit pas occulter les difficultés croissantes à la Mutualité sociale agricole (MSA) et dans les autres administrations.

Si nous avons obtenu l'affiliation de Samantha, c'est grâce au bon sens et à l'initiative d'une technicienne de la MSA qui a décidé de bricoler avec les formulaires pour faire rentrer notre situation dans les cases de l'administration. En effet, elle nous a confié que c'était le premier cas de co-exploitation qu'elle enregistrait et que rien n'avait été prévu pour ce statut.

Sans être étonnés, nous devons tout de même insister sur cette incohérence puisque le statut de co-exploitant est explicitement proposé sur le site de la MSA comme un prolongement possible de l'activité du conjoint-collaborateur.

Cette technicienne, que nous tenons en estime, est la preuve incarnée que les humains possèdent quelque chose qui manquera toujours aux machines : une authentique intelligence. C'est-à-dire une intelligence qui repose autant sur les apprentissages et l'expérience personnelle que sur la sensibilité du sujet. Malheureusement, leur cadre de travail les empêche souvent d'en faire usage.

Depuis le mois d'avril, l'affiliation de Samantha en tant que co-exploitante est bloquée par la Mutualité sociale agricole (MSA) de Bourgogne. Les formalités sur internet et le recours obligatoire à l'identité numérique sont au cœur du problème.

Hugues est installé en tant qu'agriculteur depuis 2014. Il a démarré son activité en « entreprise individuelle », la forme juridique la plus simple et la plus courante en agriculture. Samantha, qui l'a rejoint sur la ferme au printemps 2019, est « conjointe-collaboratrice », un statut qu'elle a choisi faute de mieux. En effet, il convient bien à sa situation mais elle regrette les différences de protection sociale par rapport au statut de Hugues qui est « chef d'exploitation ».

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022 limite désormais le statut de conjoint-collaborateur à une durée de 5 ans maximum. À l'issue de ce délai, le conjoint peut devenir salarié de la structure, exploitant associé sous une forme sociétaire ou co-exploitant. Un choix qui s'impose de manière pressante à plus de 16 000 couples d'agriculteurs.

Pour nous, le salariat n'est pas envisageable. Nous travaillons à parts égales, nous prenons les décisions ensemble et nous partageons le revenu de la ferme pour faire vivre notre foyer. Nous pensions créer une société malgré les démarches longues et coûteuses avant de découvrir le statut de co-exploitant.

Ce statut, encouragé par la loi d'orientation du 4 juillet 1980, reste peu utilisé. Pourtant il permet au conjoint de bénéficier du statut d'exploitant et des prestations sociales qui y sont rattachées sans modifier la forme juridique de l'entreprise individuelle. C'est un statut social qui convient parfaitement à notre situation et que nous aurions choisi dès 2019 si nous l'avions connu plus tôt.

Après plusieurs échanges avec une conseillère en charge des affiliations, nous adressons en avril une attestation sur l'honneur à la Mutualité sociale agricole (MSA) de Bourgogne pour affilier Samantha en tant que co-exploitante. En juin, sans nouvelle du changement de statut, nous découvrons que son dossier est bloqué par la MSA. L'attestation envoyée en avril doit être accompagnée d'une mise à jour des informations de l'entreprise sur le répertoire de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Le statut de co-exploitant est purement social et n'impacte pas l'entreprise : son nom, sa nature, son dirigeant et son numéro de SIREN restent inchangés, ce qui est d'ailleurs son principal avantage. Mais depuis peu, le statut du conjoint doit être renseigné dans la base de données de l'INPI, sans explication.

Il n'existe plus de guichet ni de boîte postale, les démarches administratives se font désormais exclusivement en ligne, nécessitant une signature numérique. Cela implique d'avoir un smartphone récent et un numéro éligible, faute de quoi nous sommes déchus de nos droits d'administrés. Concernant l'INPI et la création d'une identité numérique, c'est ici la MSA qui s'assure que cette formalité soit bien remplie.

“L'identité numérique est un pas de plus vers la déshumanisation.”

Après notre rendez-vous du 3 octobre à la MSA de Mâcon, le dossier d'affiliation de Samantha est complet mais la conseillère attend la « synthèse » de l'INPI pour finaliser la procédure. De notre côté, nous réclamons la reconnaissance de Samantha en tant que co-exploitante sans identité numérique. Samantha travaille sur la ferme depuis 5 ans avec la même implication que Hugues. Elle doit pouvoir bénéficier du statut d'exploitant et de sa protection sociale au même titre que lui¹.

Nous, cotisants de la MSA, subissons jour après jour la dégradation des services. Nous imaginons que cette dégradation est vécue péniblement par les agents soucieux des conséquences de leur travail. Nous savons également que pour supporter la violence de leurs conditions de travail, bon nombre de salariés développent une forme de détachement.

En dix ans, nous constatons directement la réduction des effectifs au contact des usagers. Les assistantes sociales, par exemple, voient leur périmètre s'élargir et leurs attributions s'étoffer au gré des départs en retraite ou des burn-out puisque le personnel n'est pas remplacé. Dans les faits, celles qui restent n'ont plus le temps ni les moyens d'accompagner les usagers convenablement. Elles se limitent souvent à traiter les urgences, endossant l'uniforme du pompier dans une institution pyromane.

Cette réduction des effectifs s'est construite sur la croissance de la place d'internet dans nos interactions avec l'administration. Ce moyen de communication est même devenu obligatoire dans de nombreuses situations.

On nous vante les mérites d'internet sous des appellations trompeuses comme « simplification administrative » ou « dématérialisation » mais ce que produit la politique de numérisation, au-delà du fichage généralisé et des datacenters en surchauffe, c'est la déshumanisation de l'institution et de ses usagers.

La gestion des appels téléphoniques par des centres d'appels a ouvert la voie depuis longtemps. Après avoir franchi l'épreuve des répondeurs vocaux et des attentes interminables, l'entretien téléphonique se limite souvent à une suite de questions formatées qui suivent toujours la même trame pour guider des opérateurs sans formation ni qualification et qui finissent par botter en touche. Cette organisation scientifique du travail social représente sûrement des économies pour l'institution, mais la qualité du service est négligée et, au bout du compte, ce sont les usagers qui en pâtissent.

Enfermés dans un système normatif très rigide et dirigés par des procédures et des formulaires, les agents de la MSA travaillent comme des robots. Dès lors, il n'y a plus d'obstacle pour les remplacer par des algorithmes qui produiront à leur tour des économies et une nouvelle dégradation des services.

L'identité numérique est un pas de plus vers la déshumanisation. Un pas symbolique puisqu'il concerne le sujet de l'identité, mais dans les faits, cette innovation technique n'est que le prolongement de ce qui l'a précédée. En plus des multiples pseudos et mots de passe, l'identité numérique est désormais l'avatar officiel pour valider des formulaires sécurisés. Elle fait partie des solutions mises en place par l'État pour intensifier la « transition numérique » qu'il souhaite imposer dans tous les domaines, à commencer par la déclaration des revenus et le paiement des cotisations sociales ou des impôts qui passent presque exclusivement par internet en dépit des autres possibilités.

Les uns après les autres, nous serons tous confrontés à cet état de fait : sans identité numérique nous sommes des citoyens de seconde zone. Le numérique supprime progressivement nos interactions avec d'autres êtres humains. Il nous prive les uns des autres et compromet la possibilité d'une organisation collective pour s'opposer à l'incarcération digitale de nos vies.

Chacun de notre côté, nous sommes comme des grenouilles baignant dans le chaudron numérique et la température du bouillon s'élève petit à petit jusqu'à nous cuire complètement sans réaction de notre part.

Mais la société numérique n'est pas une fatalité. Elle nécessite notre collaboration pour sa mise en œuvre et c'est précisément là que nous pouvons agir collectivement. Notre opposition à la numérisation de nos existences se manifeste ici par le refus de nous soumettre à l'exigence de l'identité numérique.

Saône-et-Loire - Novembre 2024

Note:

1. Plus d'informations sur le statut de co-exploitant dans l'article de Benoît Grimonprez: « La coexploitation agricole » dans Mélanges en l'honneur du professeur Raymond Le Guidec, LexisNexis, 2014, 978-2-7110-1857-4

RÉÉDITER « LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES » ?

Bernard Lambert: back dans les bacs

Le Centre d'histoire du travail réédite cette année « Les paysans dans la lutte des classes ». La Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre et l'Atelier paysan s'associent pour en écrire la préface et proposent une tournée dans les fermes pour présenter cette nouvelle édition.

Si vous êtes intéressé·es, contactez-nous.

En 1970, les éditions du Seuil font paraître, dans leur prestigieuse collection Politique, le livre d'un leader paysan de Loire-Atlantique à la notoriété grandissante: Bernard Lambert. Il n'a pas quarante ans et incarne une nouvelle génération de syndicalistes réunie sous le nom de paysans-travailleurs, très présente dans l'Ouest, bien décidée à défendre un autre projet agricole que celui de l'omnipotente FNSEA, aux mains des céréaliers et des betteraviers. Tiré à des dizaines de milliers d'exemplaires, traduit en plusieurs langues, ce livre a marqué les esprits et suscité nombre de débats: un paysan « marxiste », ce n'était pas si courant !

UNE RÉVOLTE DE PAYSANS MODERNISATEURS

Comment expliquer la vigueur du radicalisme paysan de l'Ouest, terre chrétienne et politiquement conservatrice s'il en est ? Pour le comprendre, il faut remonter d'un quart de siècle.

Ces paysans, trentenaires, ont fait leurs premières armes militantes au sein de la puissante Jeunesse agricole catholique, et le discours moderniste et valorisant que cette structure portait ne pouvait que leur plaire: nourrir le monde, bousculer le conservatisme agricole des anciens, transformer l'agriculture familiale grâce aux engrangements et à la mécanisation, changer même le visage de la ruralité. Finie l'image du « plouc » profiteur de guerre, replié sur sa terre, gérant un maigre troupeau et vivant en quasi-autarcie: le paysan doit disparaître pour laisser la place à l'agriculteur, homme de son temps.

Mais cette modernisation à pas cadencé, qui est aussi le credo de l'Europe naissante, se paie d'un prix social élevé: les « petits » paysans incapables de suivre cette marche en avant disparaissent, tandis que d'autres s'endettent au-delà du raisonnable dans l'espoir d'accrocher le wagon de l'inéluctable progrès. Car il faut de l'argent pour changer d'échelle, agrandir les troupeaux,

adapter les locaux, acheter un tracteur. Il faut donc convaincre les banques de sa capacité à être dans la course et à tirer son épingle du jeu dans un contexte économique délicat puisque la crise frappe régulièrement l'agriculture française, la viticulture languedocienne comme la production laitière, très importante dans les départements de l'Ouest. Et cette mutation technique est inévitablement une mutation sociale et culturelle. La prédiction d'Henri Mendras est en passe de se réaliser: « la modernisation de l'agriculture [...] remet en question les fondements de la société paysanne traditionnelle, la personnalité sociale des paysans et leur vision du monde. Il ne s'agit pas d'un simple problème d'investissement ou d'éducation, mais du remplacement d'une civilisation par une autre¹. »

Dans les années 1960, des paysans modernistes commencent alors à critiquer le modèle agricole productiviste, la montée en puissance des grands groupes agro-industriels ou encore les contrats d'intégration qui transforment le paysan, entrepreneur individuel, en tâcheron, maillon d'une chaîne dont il ne contrôle rien. Pour nombre d'agriculteurs, l'avenir radieux s'est assombri. Et pour la jeunesse rurale, il l'est tout autant: prendre la suite du père sur l'exploitation ne va plus de soi. Cette question de l'emploi, du débouché professionnel, de la capacité de vivre et de travailler au pays sera au cœur des relations précoce qui vont se nouer avec le syndicalisme ouvrier; relations qui déboucheront tout au long des années 1960 sur des manifestations régionales communes, un programme d'action et un slogan: « L'Ouest veut vivre ».

« JAMAIS PLUS LES PAYSANS NE SERONT DES VERSAILLAIS »

Bernard Lambert livre en 1970 un livre de combat qui s'inscrit dans un temps particulier. Deux ans plus tôt, la France fut secouée par une grève générale qui fit vaciller le pouvoir. La Révolution, pour les uns, ou la conquête du pouvoir par la gauche, pour les autres, est à l'ordre du jour. Pour Bernard Lambert, le vote paysan est indispensable à la victoire de la gauche. N'importe quel paysan ? Non pas. Il ne cherche à convaincre ni le cossu céréalier de la Beauce ni le petit paysan traditionaliste condamné par le progrès. Sa cible: le paysan « dans le coup », mais endetté jusqu'au cou qui se bat pour maintenir son exploitation à flot, piégé par les promesses de félicité portées par le discours moderniste.



Il ne plaide pas pour un (impossible) retour en arrière, mais pour une prise en mains par les paysans eux-mêmes du devenir de l'agriculture. *Les paysans dans la lutte des classes* s'adresse tout autant aux agriculteurs qu'aux militants de gauche.

Paraphrasons Fernand Pelloutier: ce qui manque au paysan, c'est la science de son malheur. Puisque « la tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants »², Bernard Lambert appelle les agriculteurs à s'émanciper, en portant un regard critique sur l'école, la famille, l'église et les élites paysannes, tout ce qui en somme les pousse au conformisme et à devenir des versaillais lors des convulsions sociales. Aux militants de gauche, il dit: considérez les paysans comme des prolétaires travaillant à domicile, disposant certes de leurs moyens de production, mais soumis à l'emprise des banques et de l'agro-business; acceptez-les comme des alliés véritables dans le combat pour le socialisme, et non comme une masse (de manœuvre), condamnée par l'histoire, à la remorque du prolétariat industriel. Tout au long des années 1970, ces paysans en rupture ne cesseront pas de lutter contre les accapareurs de terres, les maquignons, les multinationales et les coopératives importantes (incarnations de l'agro-business). Mille luttes et mille occasions de fédérer revendications et colères avec des syndicats ouvriers ou une jeunesse radicalisée.

ACTUALITÉ D'UNE RÉÉDITION

L'intérêt que la société porte aux questions agricoles est inversement proportionnel au nombre d'agriculteurs que compte encore le pays. L'agriculteur-type est un homme vieillissant qui se fait rare, célibataire ou dont l'épouse gagne son pain à l'extérieur, travaillant seul ou entouré de salariés, et qui, pour une part non négligeable, tire le diable par la queue. Avec les évolutions technologiques, le travail est devenu plus technique (d'où le recours à la sous-traitance), les exploitations se sont agrandies (par rachat des victimes du système), tout comme se sont accrus l'endettement et la dépendance aux aides publiques. On compte autant de moyennes et grandes exploitations que de micro et petites fermes. De cette diversité des modèles d'exploitation, retenons l'agriculture de firme qui, avec ses mille vaches, ses milliers de salariés et l'étendue de ses activités, est devenue un acteur central de l'agriculture nationale; et le profil de l'actuel président de la FNSEA est à son image.

Le monde rural n'est plus un monde paysan où règnent le coq matinal et la chasse du dimanche. Le monde, ou plutôt les mondes agricoles sont en crise: crise identitaire profonde, crise de vocations et crise de perspectives. Et crise écologique: sols appauvris, nappes phréatiques à l'état critique, abeilles aux abonnés absents, algues vertes, cancers professionnels, effondrement de la biodiversité... tout concourt donc à remettre en question l'agriculture productiviste. Mais, des méga-bassines aux recherches génétiques sur le vivant, l'agro-business prouve qu'elle n'entend pas rendre les armes.

L'intérêt du livre de Bernard Lambert ne tient pas tant aux prédictions qu'il contenait qu'au souffle qui le portait. Un souffle qui appelait les travailleurs à nouer des alliances, des solidarités et à aller au-delà des intérêts corporatistes, sans oublier la « double besogne, quotidienne et d'avenir » que se devait d'assumer tout syndicalisme combatif: la défense des revendications d'un côté, la promotion d'un modèle émancipateur, de l'autre. Un demi-siècle plus tard, ce souffle-là n'a rien perdu de sa pertinence.

Christophe Patillon, Centre d'histoire du travail

Notes:

1. Henri Mendras, *Les paysans et la modernisation de l'agriculture*, CNRS, Paris, 1958
2. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, Classiques du marxisme, 1976, p. 16.

COURRIER DES LECTEURS

Prédateur du revenu

La campagne des élections syndicales Conf a été le moment de discussions sur la notion de prédateur du revenu, qui était au début un chapeau comprenant trois choses distinctes : le sanitaire (FCO, MHE, grippe aviaire...), la prédateur (lynx / loup, ours, chiens errants / chasse...) et le capitalisme (grands groupes, multinationales, distribution).

Avec le temps, durant l'été, suite aux licenciements annoncés de producteurs par Lactalis, on a eu l'autocollant contre Lactalis qui affichait une tête de loup. Malgré le fait que le loup n'avait rien à faire là-dedans, pour une efficacité du discours, on a mélangé les notions et animalisé Lactalis.

C'est comme les éleveurs qui mettent en slogan « ne nous laissons plus tondre » ou « plus traire » : un autogol idéologique. Quand je vois cette formule reprise sans critique dans Correspondances paysannes, ou que le discours de combattre avec le vivant cher aux Soulèvements de la Terre devait exister, je me demande pourquoi on mélange tout.

Ne pas nommer précisément, c'est ne pas pouvoir combattre. Je ne me bats pas pareil avec des épidémies que l'on subit (vaccin ou pas) que contre un prédateur (chien de protection ou pas), ou encore contre le capitalisme, où là j'ai besoin des autres pour faire front commun et coopérer, voire communiser.

OUI, ON DIT L'HOMME EST UN LOUP POUR L'HOMME, MAIS ARRÊTONS D'ANIMALISER NOS HORREURS : l'homme a fait les génocides, la guerre, la spéculation, la famine et les autres horreurs. Le loup tue des bêtes (des fois un peu trop, car bourrin), mais ce ne sera jamais aussi cruel que l'homme, avec ou sans bombe atomique.

Assumons-nous dans le meilleur et le pire et fichons la paix aux animaux.

Humain quand même, et éleveur.

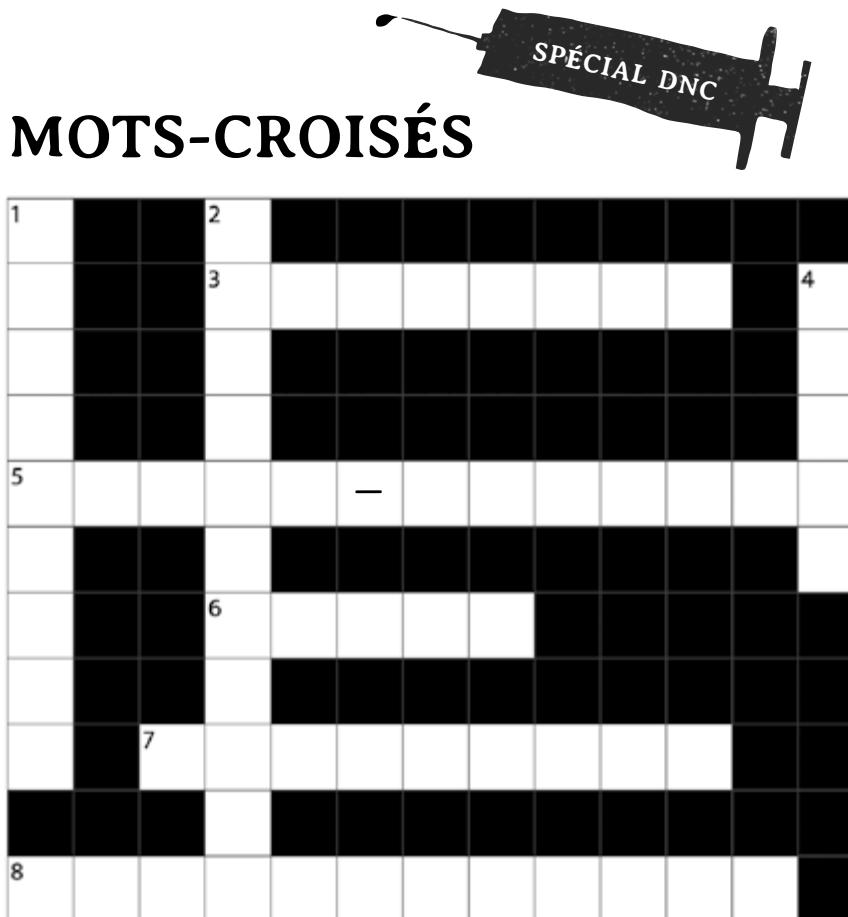
Un outil décisif pour la qualité de l'eau

Les zones de captages instituées depuis plusieurs années ont pour objet la préservation de la qualité de l'eau, par une délimitation allant de proche à élargie autour de celui-ci. Elles ont pour but de traquer et de réduire les risques de pollutions accidentnelles. L'aire d'alimentation en eau de ces mêmes captages, quant à elle bien plus large, permet des actions de protection de l'eau davantage centrées sur les pollutions diffuses, qu'elles soient d'origine agricole ou domestique. Cette aire recouvre potentiellement le bassin versant des cours d'eau qui convergent vers eux. Ces pollutions diffuses sont majoritairement le fait d'une agriculture intensive, autant l'élevage que la production de céréales. Elle emploie des engrains et des pesticides de synthèse. Ces molécules chimiques originelles, ou leurs métabolites issus de leur transformation, finissent par migrer dans l'eau, la rendant toxique pour le vivant en général et la santé humaine en particulier. C'est explicitement pour avancer vers la suppression de ces polluants dans l'eau de consommation que le législateur donne désormais aux communes les moyens juridiques d'acquérir des terres agricoles afin de favoriser une agriculture biologique ou extensive, susceptible de fournir une alimentation de qualité, pour les cantines scolaires par exemple. La préemption est donc un outil puissant qui peut être utilisé par les communes dans tout espace du bassin versant du captage à protéger.

Un levier puissant mais freiné par l'État

Les agences de l'eau sont un acteur public essentiel de la qualité de l'eau. Elles sont susceptibles d'aider les communes au financement de l'achat des terres préemptées, jusqu'à 85 % du coût. Cette possibilité, rapportée aux moyens financiers limités de nombre de communes, pouvait contribuer à leur donner un levier puissant pour la préservation de l'eau et l'installation d'une agriculture vertueuse pour le vivant en général. Mais on constate, plus de cinq ans après la promulgation de la loi, que nombre de préfets n'avaient pas encore arrêté le cadre réglementaire nécessaire pour accueillir les demandes de préemption de terres agricoles émanant de communes situées dans une aire d'alimentation en eau pour la consommation humaine. Il faudra une forte volonté politique pour faire aboutir des projets.

Francis L'Haridon et François de Beaulieu
Contact : fdb@francoisdebeaulieu.fr



Vertical

- 1 | Caractéristique principale de la dermatose
- 2 | Caractéristique du seul syndicat qui n'était pas dans la rue
- 4 | ... mais elles ne sont pas en leur avantage

Horizontal

- 3 — Geste préconisé dans le cadre de la DNC
- 5 — Ce qui est réellement préservé par le geste préconisé
- 6 — Ampleur du geste préconisé
- 7 — Une des races de vaches touchées
- 8 — Il existe pourtant des solutions ...

CORRESPONDANCES PAYSANNES A BESOIN DE VOUS !

Constituer des points relais

C'est déjà le 4^e numéro de notre revue et des milliers d'exemplaires ont circulé dans de nombreuses mains, dans des fermes, sur les blocages et durant les manifs. Tout cela a été possible grâce à une formidable autogestion de la diffusion que nous souhaitons développer et pérenniser: les ruralités résistantes sont vastes et nous sommes loin d'avoir pu satisfaire toutes les demandes d'envois et de lectures. Pour permettre au discours paysan et résistant de toucher toujours plus de personnes, et en particulier toujours plus d'agricuteurices, nous avons besoin de nouveaux **POINTS RELAIS**: des personnes ou des lieux qui acceptent de recevoir quelques dizaines d'exemplaires et auprès desquels les futur·es lecteurices puissent se rapprocher pour trouver nos futurs numéros.

Alors si vous souhaitez participer à faire vivre la revue *Correspondances paysannes*, n'hésitez plus. Écrivez-nous à l'adresse suivante:

>>> correspondances-paysannes@systemli.org!

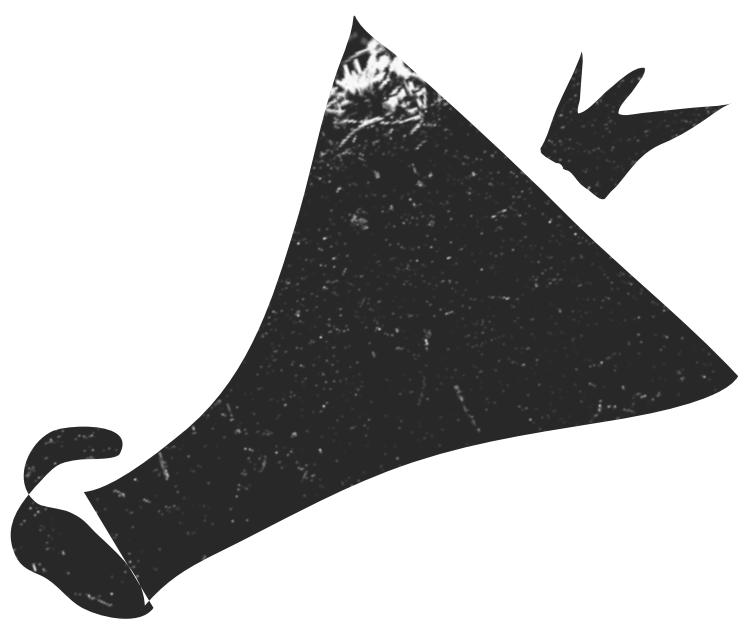
Organiser des soirées Correspondances paysannes

Notre ambition lorsque nous avons créé cette revue était d'être lus par un maximum de paysan·nes, et pas seulement nos groupes de convaincu·es. Pour ça, nous savons que le bouche-à-oreille vaut mille appels sur les réseaux sociaux. Dans la ruralité agricole, nos relations sont encore largement tenues par des liens de confiance ou d'interdépendance directe, et une revue CP remise de main en main et de proche en proche a bien plus de chances de toucher les premier·es concerné·es que nos moyens habituels de diffusion. Pour ça, les soirées de présentation et de lancement des nouveaux numéros peuvent être un super moyen de tisser des réseaux à l'échelle locale! Retrouvons-nous dans les fermes, les écoles d'agriculture ou les AMAP autour d'une soupe et d'un verre pour présenter et diffuser les prochains numéros de *Correspondances paysannes*. Éventuellement, nous pourrons peut-être donner des coups de pouce logistiques ou de com pour ces petits événements.

Soutenir financièrement la revue

CP est distribuée gratuitement et son modèle de rédaction et de diffusion est autogéré. Le but : rendre nos numéros accessibles au plus grand nombre. Mais tout cela n'est possible que par des dons que nous recevons de personnes qui souhaitent faire vivre une parole paysanne résistante et solidaire. Si vous souhaitez, vous aussi, faire un don à la revue, vous pouvez l'envoyer directement ici:

>>> <https://lessoulevementsdelaterre.org/soutenir>





**CORRESPONDANCES
PAYSANNES**

—
**BULLETIN N°3
HIVER 2026**